

# JOURNAL OFFICIEL

## DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

### PARAISANT LE JEUDI

Matahiti 144  
N° 17**TE VE'A A TE HAU NO POLYNESIA FARANI**Mahana 27  
no Eperera 1995

IMPRIMERIE OFFICIELLE — Tél. : 42.50.67 - Télécopieur (Fax) : 42.52.61 - B.P. 117 PAPEETE

## SOMMAIRE

### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

##### ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

Pages

Arrêté n° 349 SATP du 31 mars 1995 portant composition de la commission administrative paritaire compétente à l'égard des gradés et gardiens de la paix du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française ..... 948

Arrêté n° 388 BAC du 7 avril 1995 portant attribution aux communes de la Polynésie française de la part Aménagement de la dotation globale de fonctionnement (D.G.F.) servie au titre de l'exercice 1995 par l'Etat - ministère de l'Intérieur et de l'aménagement du territoire ..... 949

##### EXTRAITS

Arrêté n° 415 DRCL du 18 avril 1995 portant levée de la mesure de placement d'office à l'hôpital de Valaimi de M. Maurice Teikitutoua ..... 950

#### ACTES DES INSTITUTIONS DU TERRITOIRE

##### ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

Annexe à l'arrêté n° 114 CM du 2 février 1995 portant nouvelle codification des textes fiscaux constituant le code des impôts directs de la Polynésie française, publié au J.O.P.F. du 23 février 1995, page 436. .... 951

##### EXTRAITS

Arrêté n° 407 CM du 19 avril 1995 attribuant au budget local des soldes créditeurs des successions et biens vacants atteints par la prescription trentenaire ..... 954

Arrêté n° 408 CM du 19 avril 1995 attribuant la prise en recette au budget local des soldes créditeurs des successions et biens vacants ou en présomption de déshérence inférieurs à 909 F CFP, après cinq ans de gestion. .... 955

Arrêté n° 414 CM du 21 avril 1995 fixant le budget prévisionnel de l'Institut de la communication audiovisuelle pour 1995. .... 956

Arrêté n° 418 CM du 21 avril 1995 portant approbation du budget du Centre hospitalier territorial et du budget annexe de l'école de sages-femmes pour l'exercice 1995 ..... 956

Arrêté n° 419 CM du 21 avril 1995 portant modifications du budget du Centre hospitalier territorial de la Polynésie française pour l'année 1995 ..... 956

Arrêté n° 421 CM du 21 avril 1995 établissant d'office le budget primitif de l'exercice 1995 de la Caisse de soutien des prix du coprah. ....

956

## ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES

### PRESIDENCE

Arrêté n° 109 PR du 21 avril 1995 portant modification des attributions de certains membres du gouvernement du territoire .....

956

Arrêté n° 110 PR du 21 avril 1995 relatif aux attributions du ministre de l'environnement, de la culture et de la recherche scientifique .....

956

Arrêté n° 111 PR du 21 avril 1995 portant modification des attributions du ministre de l'économie, du commerce et de l'artisanat .....

957

Arrêté n° 112 PR du 21 avril 1995 relatif aux attributions du ministre de l'aménagement, de l'urbanisme et des transports.

958

### MINISTERE DES FINANCES ET DES REFORMES ADMINISTRATIVES

#### EXTRAITS

Arrêté n° 1655 MFR du 12 avril 1995 portant ouverture et organisation d'un concours externe, sur titres, pour le recrutement d'un ingénieur des mines, agent contractuel relevant de la 1re catégorie du corps des agents non fonctionnaires de l'administration à la délégation à l'environnement. ....

958

Arrêté n° 1780 MFR du 19 avril 1995 portant nomination de Mmes Jeanne Ly et Danièle Timiona respectivement régisseurs de recettes titulaire et suppléant de la régie de recettes du service de la jeunesse et des sports ....

959

Arrêté n° 1781 MFR du 19 avril 1995 portant suppression de la régie d'avances du service de la navigation aérienne (division des aérodromes extérieurs) et mettant fin aux fonctions de régisseur de M. Carson Joussin et Mme Eléonore Teateoa .....

959

### MINISTERE DE L'EDUCATION, DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

#### EXTRAITS

Arrêté n° 113 PR du 21 avril 1995 accordant le versement d'une subvention au comité organisateur des Xes Jeux du Pacifique Sud au titre des Jeux. ....

959

### MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DU COMMERCE

Arrêté n° 1660 MEC du 12 avril 1995 portant délégation de signature du ministre de l'économie et du commerce à un agent du service du développement de l'industrie et des métiers. ....

959

### MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA CULTURE, DE L'ARTISANAT TRADITIONNEL ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Arrêté n° 1657 MER du 12 avril 1995 portant annulation de l'arrêté n° 836 MER du 16 février 1995 autorisant M. Edgar Tinorua à installer et exploiter la station-service Shell Outumaoro (établissement de la 1re classe des installations classées pour la protection de l'environnement, commune de Punaauia). ....

960

#### EXTRAITS

Arrêté n° 1659 MER du 12 avril 1995 autorisant l'Eglise de Tahiti à installer et exploiter deux groupes électrogènes et un dépôt d'hydrocarbures (établissement de la 2e classe des installations classées pour la protection de l'environnement, commune de Rangiroa). ....

960

# **MINISTÈRE DE L'AMÉNAGEMENT, DE L'URBANISME ET DES TRANSPORTS**

Arrêté n° 1703 MAT du 18 avril 1995 portant délégation de signature du ministre de l'aménagement, de l'urbanisme et des transports à M. Ronald Tsu, chef du service territorial des transports terrestres. ....

961

Arrêtés n° 1784 et n° 1785 MAT du 20 avril 1995 donnant délégation de signature aux agents du service d'Etat de l'aviation civile et à M. Michel Bonnard, chef du service territorial des transports interinsulaires. ....

961

## **ARRETES DU PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE TERRITORIALE**

Arrêté n° 8-95 Prés./AT du 19 avril 1995 désignant Mme Jeanne Santini pour représenter le président de l'assemblée territoriale devant les juridictions des ordres administratif et judiciaire. ....

963

## **ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION**

### **ACTES DU POUVOIR CENTRAL**

Avis de vacance d'un poste de praticien hospitalier au centre de transfusion sanguine de Papeete (Polynésie française). (J.O.R.F. du 6 avril 1995, page 5524) .....

964

### **EXTRAITS**

Décret du 3 avril 1995 portant nomination de magistrats à l'administration centrale. (J.O.R.F. du 6 avril 1995, page 5510). ....

964

### **ACTES DES AUTORITES TERRITORIALES**

Service des douanes.— Cours des changes (période du 27 avril au 10 mai 1995 inclus) .....

964

## **PARTIE NON OFFICIELLE**

Annonces judiciaires et légales .....

965

Annonces diverses .....

966

# PARTIE OFFICIELLE

## ACTES DU POUVOIR CENTRAL

### ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

**ARRETE n° 349 SATP du 31 mars 1995 portant composition de la commission administrative paritaire compétente à l'égard des gradés et gardiens de la paix du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
chevalier de la Légion d'honneur,

Vu la loi n° 48-1504 du 20 septembre 1948 relative au statut spécial des personnels de police ;

Vu la loi n° 66-496 du 11 juillet 1966 relative à la création de corps de fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984, modifiée par la loi n° 90-612 du 12 juillet 1990, portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 68-20 du 5 janvier 1968 modifié portant application de la loi n° 66-496 du 11 juillet 1966 ;

Vu le décret n° 68-70 du 24 janvier 1968 modifié fixant les dispositions communes applicables aux fonctionnaires des services actifs de la police nationale ;

Vu le décret n° 92-1191 du 6 novembre 1992 relatif au statut particulier du corps des gradés et gardiens de la paix de la police nationale ;

Vu le décret n° 82-451 du 28 mai 1982 modifié relatif aux commissions administratives paritaires ;

Vu l'arrêté interministériel du 10 juin 1993 portant création auprès du haut-commissaire de la République en Polynésie française d'une commission administrative paritaire compétente à l'égard des gradés et gardiens de la paix du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 68 SATP du 23 janvier 1995 fixant la date des élections pour le renouvellement des représentants du personnel

à la commission administrative paritaire compétente à l'égard des gradés et gardiens de la paix C.E.A.P.F., au 21 mars 1995 ;

Vu le procès-verbal n° 466 SATP du 21 mars 1995 relatif aux résultats du scrutin précité,

Arrête :

Article 1er.— La commission administrative paritaire compétente à l'égard des gradés et gardiens de la paix du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française est composée comme suit :

#### *Représentants de l'administration*

##### *Titulaires :*

- M. le haut-commissaire de la République en Polynésie française ;
- M. Bernard Roux, commissaire divisionnaire, directeur de la sécurité publique en Polynésie française ;
- M. Pascal Hablot, commissaire principal, directeur des renseignements généraux en Polynésie française ;
- M. Jean-Claude Sellem, commissaire de police, directeur de la D.I.C.I.L.E.C. en Polynésie française.

##### *Suppléants :*

- M. Thierry Hegay, sous-préfet, directeur de cabinet du haut-commissaire de la République en Polynésie française ;
- M. André Ferrandiz, commandant de la police nationale, commandant du corps urbain de la direction de la sécurité publique de Papeete ;
- M. Henri Bouget, inspecteur divisionnaire, chef du service administratif et technique de la police à Papeete ;
- M. Jacques Ciabrini, officier de paix principal, en fonctions à la D.I.C.I.L.E.C. de Polynésie française.

#### *Représentants du personnel*

##### *A - Grade de brigadier/brigadier-chef*

*Titulaires :* Tutairi Rodolphe (S.N.P.T./D.S.P.), Mara Marc (D.I.C.I.L.E.C.) ;

*Suppléants :* Tauatiti Guy (S.N.P.T./D.S.P.), Maiotui Jimmy (D.I.C.I.L.E.C.).

##### *B - Grade de sous-brigadier/gardien de la paix*

*Titulaires :* Provost Louis (S.N.P.T./D.S.P.), Mancon Alain (S.N.P.T./D.S.P.) ;

*Suppléants* : Helle Bruno (S.N.P.T./D.S.P.), Lequerré Ernest (S.N.P.T./D.S.P.).

Art. 2.— Le directeur de cabinet du haut-commissaire de la République, le chef du service administratif et technique de la police sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 31 mars 1995.

Pour le haut-commissaire,  
par délégation :

*Le secrétaire général  
de la Polynésie française,*  
Anne BOQUET.

**ARRETE n° 388 BAC du 7 avril 1995 portant attribution aux communes de la Polynésie française de la part aménagement de la dotation globale de fonctionnement (D.G.F.) servie au titre de l'exercice 1995 par l'Etat, ministère de l'Intérieur et de l'aménagement du territoire.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
chevalier de la Légion d'honneur,

Vu la loi n° 71-1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation de communes dans le territoire de la Polynésie française, modifiée et complétée par la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 ;

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984, modifiée par la loi n° 90-612 du 12 juillet 1990, portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 93-1436 du 31 décembre 1993 portant réforme de la dotation globale de fonctionnement et modifiant le code des communes et le code général des impôts ;

Vu le décret n° 94-704 du 17 août 1994 fixant les modalités de répartition de la dotation globale de fonctionnement entre les communes des départements d'outre-mer et de la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon, entre les circonscriptions territoriales des îles Wallis-et-Futuna et entre les communes des territoires d'outre-mer et de la collectivité territoriale de Mayotte ;

Vu les instructions du ministère de l'intérieur et de l'aménagement du territoire en date du 27 mars 1995 (circulaire n° NOR.INT.B.95.00106.C) ;

Vu les imputations budgétaires à effectuer dans les écritures de M. le trésorier-payeur général de la Polynésie française :

- compte "475-71615, Fonds des collectivités locales dotation globale de fonctionnement, opération de l'année en cours, année 1995",

Arrête :

Article 1er.— La part dotation aménagement de la D.G.F. attribuée par l'Etat (ministère de l'intérieur et de l'aménagement du territoire) aux communes de Polynésie française pour l'exercice 1995 s'élève à 175.699.366 F CFP (soit 9.663.465 FF).

Elle est répartie entre les communes conformément au tableau joint au présent arrêté.

Art. 2.— Cette dotation sera versée comme suit :

- 4 douzièmes en avril 1995 ;
- 1 douzième par mois, de mai à décembre 1995.

Le montant des différentes sommes est détaillé dans le tableau joint au présent arrêté.

Ces versements interviendront à la diligence de M. le trésorier-payeur général de la Polynésie française au cours des mois considérés.

Art. 3.— Les dotations versées aux communes au titre de la part dotation aménagement de la D.G.F. 1995 seront imputées en recettes des budgets communaux, au compte n° 741.

Art. 4.— Le secrétaire général de la Polynésie française, le trésorier-payeur général de la Polynésie française, les maires et les trésoriers sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 7 avril 1995.

Pour le haut-commissaire,  
par délégation :

*Le secrétaire général  
de la Polynésie française,*  
Anne BOQUET.

(Voir tableau page suivante)

## Dotation globale de fonctionnement servie par l'Etat en 1995

## Part "Dotation aménagement"

Communes	Dotation aménagement année 1995 (en FF)	Dotation aménagement année 1995 (en F CFP)	Versements		
			Mensualité d'avril 1995	Mensualités de mai à décembre 1995	Total
Raivavae	123.847	2.251.764	750.588	187.647	2.251.764
Rapa	107.578	1.955.964	651.988	162.997	1.955.964
Rimatarā	117.660	2.139.273	713.091	178.273	2.139.273
Rurutu	142.723	2.594.964	864.988	216.247	2.594.964
Tubuai	141.565	2.573.909	857.970	214.492	2.573.909
<i>Iles Australes</i>	<i>633.373</i>	<i>11.515.874</i>	<i>3.838.625</i>	<i>959.656</i>	<i>11.515.874</i>
Arue	291.123	5.293.145	1.764.382	441.095	5.293.145
Faaa	730.596	13.283.564	4.427.655	1.106.964	13.283.564
Hitiā O Te Ra	189.223	3.440.418	1.146.806	286.702	3.440.418
Mahina	321.233	5.840.600	1.946.867	486.717	5.840.600
Moorea-Maiao	298.325	5.424.091	1.808.030	452.008	5.424.091
Paea	287.958	5.235.600	1.745.200	436.300	5.235.600
Papara	210.985	3.836.091	1.278.697	319.674	3.836.091
Papeete	1.376.593	25.028.964	8.342.988	2.085.747	25.028.964
Pirae	448.585	8.156.091	2.718.697	679.674	8.156.091
Punaauia	593.824	10.796.800	3.598.933	899.733	10.796.800
Taiarapu-Est	225.512	4.100.218	1.366.739	341.685	4.100.218
Taiarapu-Ouest	158.321	2.878.564	959.521	239.880	2.878.564
Teva I Uta	173.624	3.156.800	1.052.267	263.087	3.156.800
<i>Iles du Vent</i>	<i>5.305.902</i>	<i>96.470.946</i>	<i>32.156.982</i>	<i>8.039.246</i>	<i>96.470.946</i>
Bora Bora	176.984	3.217.891	1.072.630	268.158	3.217.891
Huahine	176.818	3.214.873	1.071.624	267.906	3.214.873
Maupiti	92.992	1.690.764	563.588	140.897	1.690.764
Tahaa	164.816	2.996.655	998.885	249.721	2.996.655
Taputapuātea	139.558	2.537.418	845.806	211.452	2.537.418
Tumaraa	126.383	2.297.873	765.958	191.489	2.297.873
Utuao	167.112	3.038.400	1.012.800	253.200	3.038.400
<i>Iles Sous-le-Vent</i>	<i>1.044.663</i>	<i>18.993.874</i>	<i>6.331.291</i>	<i>1.582.823</i>	<i>18.993.874</i>
Fatu Hiva	107.066	1.946.655	648.885	162.221	1.946.655
Hiva Oa	141.881	2.579.655	859.885	214.971	2.579.655
Nuku Hiva	145.724	2.649.527	883.176	220.794	2.649.527
Tahuata	110.115	2.002.091	667.364	166.841	2.002.091
Ua Huka	107.956	1.962.836	654.279	163.570	1.962.836
Ua Pou	142.714	2.594.800	864.933	216.233	2.594.800
<i>Iles Marquises</i>	<i>755.456</i>	<i>13.735.564</i>	<i>4.578.521</i>	<i>1.144.630</i>	<i>13.735.564</i>
Anaa	110.449	2.008.164	669.388	167.347	2.008.164
Arutua	113.698	2.067.236	689.079	172.270	2.067.236
Fakarava	111.050	2.019.091	673.030	168.258	2.019.091
Fangatau	103.104	1.874.618	624.873	156.218	1.874.618
Gambier	111.962	2.035.673	678.558	169.639	2.035.673
Hao	128.632	2.338.764	779.588	194.897	2.338.764
Hikueru	100.723	1.831.327	610.442	152.611	1.831.327
Makemo	116.102	2.110.945	703.648	175.912	2.110.945
Manihi	109.647	1.993.582	664.527	166.132	1.993.582
Napuka	103.772	1.886.764	628.921	157.230	1.886.764
Nukutavake	102.748	1.868.145	622.715	155.679	1.868.145
Puka Puka	100.277	1.823.218	607.739	151.935	1.823.218
Rangiroa	141.158	2.566.509	855.503	213.876	2.566.509
Reao	106.086	1.928.836	642.945	160.736	1.928.836
Takaraoa	117.103	2.129.145	709.715	177.429	2.129.145
Tatakoto	100.923	1.834.964	611.655	152.914	1.834.964
Tureia	146.637	2.666.127	888.709	222.177	2.666.127
<i>Tuamotu-Gambier</i>	<i>1.924.071</i>	<i>34.983.108</i>	<i>11.661.036</i>	<i>2.915.259</i>	<i>34.983.108</i>
<i>Total général</i>	<i>9.663.465</i>	<i>175.699.366</i>	<i>58.566.455</i>	<i>14.641.614</i>	<i>175.699.366</i>

**Par arrêté n° 415 DRCL** du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 18 avril 1995.— Il est mis fin au placement d'office, ordonné par l'arrêté n° 150 DRCL du 16 février 1995, à l'hôpital de Vaïami de M. Maurice Teikitutoua, né le 4 février 1950 à Hakahau, domicilié à Hakahau.

# ACTES DES INSTITUTIONS DU TERRITOIRE

## ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

### ANNEXE

à l'arrêté n° 114 CM du 2 février 1995

portant nouvelle codification des textes fiscaux constituant le code des impôts directs de la Polynésie française.

### TABLE DE CONCORDANCE ET DE REFERENCES

Nouveau code	Ancienne codification	Textes codifiés
111-1	Art. 1 SI	Dél. 83-197
112-1	Art. 2	Dél. 83-197, 86-84, 92-211, 94-24
112-2	Art. 3	Dél. 83-197
113-1	Art. 4	Dél. 83-197, 86-84
113-2 et 113-3	Art. 5 et 6	Dél. 83-197
113-4	Art. 7	Dél. 83-197, 86-84, 89-146, 92-6, 93-152
113-5	Art. 8	Dél. 83-197, 86-84, 88-157, 92-6
113-6	Art. 9	Dél. 83-197
113-7	Art. 10	Dél. 83-197, 84-1046
113-8	Art. 11	Dél. 83-197, 88-157, 92-6
113-9	Art. 12	Dél. 83-197, 91-57
113-10	Art. 13	Dél. 83-197, 88-157, 88-173, 94-154
113-11	Art. 14	Dél. 83-197, 86-84
113-12	Art. 15	Dél. 83-197, 92-211
114-1	Art. 16	Dél. 83-197
115-1	Art. 17	Dél. 83-197, 86-84, 88-157, 92-6, 92-211
115-2	Art. 18	Dél. 83-197, 86-84, 92-6, 94-154
115-3	Art. 18 bis	Dél. 91-57
116-1	Art. 19	Dél. 83-197, 84-1034
116-2	Art. 20	Dél. 83-197, 84-1034, 88-157, 92-118
116-3 à 116-5	Art. 21 à 23	Dél. 83-197
117-1 et 117-2	Art. 24 et 25	Dél. 83-197
118-1 à 118-11	Art. 24 à 36	Dél. 83-197
118-12	Art. 36 bis	Dél. 91-57, 92-211
119-1	Art. 37	Dél. 83-197, 92-6
119-2	Art. 38	Dél. 83-197
119-10 à 119-17	Art. 39 à 46	Dél. 83-197
121-1 à 121-8	Art. 1 à 8 SI A III	Dél. 83-27
131-1 et 131-2	1 et 2 SI A IV	Dél. 89-146
131-3 et 131-4	3 et 4 SI A IV	Dél. 89-146, 90-113
131-5 et 131-6	5 et 6 SI A IV	
131-7	7	Dél. 92-211
141-1 à 141-3	1 à 3 SI A V	Dél. 89-146
151-1 et 151-2	1 à 2 SI A VI	Dél. 91-72
151-3	3 SI A VI	Dél. 91-72, 92-211
151-4 à 151-6	4 à 6 SI A VI	Dél. 91-72
151-7	8 SI A VI	Dél. 92-211
161-1 à 161-6	1 à 6 SI A VII	Dél. 91-72
171-1	36 SII D1	Dél. du 20/11/56, 4-58, 92-6
171-2	37 SII D1	Dél. du 20/11/56, 4-58, 92-6
171-3	38 SII D1	Dél. du 20/11/56, 4-58, 60-7, 61-142, 92-6, 93-62, 94-144
172-1	40 SII D1	Dél. du 20/11/56, 92-6
172-2	41 SII D1	Dél. du 20/11/56, 4-58
172-3 et 172-4	42 et 43 SII D1	Dél. du 20/11/56
173-1	44	Dél. du 20/11/56
173-2	45 SII D1	Dél. du 20/11/56, 92-6
173-3 et 173-4	46 et 47 SII D1	Dél. du 20/11/56
174-1	48 SII D1	Dél. du 20/11/56, 4-58
175-1 et 175-2	49 et 50 SII D1	Dél. du 20/11/56
176-1 et 176-2	51 et 52	Dél. du 20/11/56
177-1	53	Dél. du 20/11/56

Nouveau code	Ancienne codification	Textes codifiés
178-1 à 178-7	54 à 60	Dél. du 20/11/56
178-8	61	Dél. du 20/11/56, 94-83
178-9 à 178-15	62 à 68	Dél. du 20/11/56
178-16	69 SII D1	Dél. du 20/11/56, 61-143
178-17	70 SII D1	Dél. du 20/11/56
178-18	71 SII D1	Dél. du 20/11/56, 92-6
178-19	72 SII D1	Dél. du 20/11/56
178-20	72 bis SII D1	Dél. du 20/11/56, 4-58
179-1	73 SII D1	Dél. du 20/11/56, 61-143, 92-6
179-2 et 179-3	74 et 75 SII D1	Dél. du 20/11/56, 92-6
179-4	79 SII D1	Dél. du 20/11/56
179-10	78 SII D1	Dél. du 20/11/56, 92-6
181-1	2 SII D2	Dél. 68-4, 68-137, 94-154
181-2	3 SII D2	Dél. 68-4, 88-157, 92-211, 94-154
182-1	4 SII D2	Dél. 68-4, 68-137, 94-154
183-1	5 SII D2	Dél. 68-4
184-1	6 SII D2	Dél. 68-4, 69-120, 73-138, 79-12, 92-6, 94-144, 94-154
185-1	7 SII D2	Dél. 68-4, 88-157, 89-146, 92-6
186-1	8 SII D2	Dél. 68-4, 92-6, 94-154
187-1	9 SII D2	Dél. 68-4
188-1	10 SII D2	Dél. 68-4
188-2	11 SII D2	Dél. 68-4, 68-29, 94-154
191-1 à 191-14		Dél. 94-144
192-1 à 192-6	1 à 6 SII D2 A VIII	Dél. 93-62
193-1 à 193-30		Dél. 94-142
194-1 à 194-5		Dél. 94-142
195-1 à 195-15		Dél. 94-142
196-1 à 196-3		Dél. 94-142
211-1	1 S III D1	Dél. 16-58, 92-6
211-2	2 S III D1	Dél. 16-58, 92-6, 94-154
211-3	3 S III D1	Dél. 16-58
211-4	4 S III D1	Dél. 16-58, 86-84
211-5	5 S III D1	Dél. 16-58
212-1	6 S III D1	Dél. 16-58, 59-8, 60-7, 61-13, 71-83, 72-63, 83-2, 92-6, 92-211, 94-33, 94-154
213-1	7 S III D1	Dél. 16-58, 92-211
213-2	9 S III D1	Dél. 16-58, 72-63
213-3 à 213-6	10 à 13 S III D1	Dél. 16-58
214-1	14 S III D1	Dél. 16-58, 59-8, 86-84
214-2 à 214-5	15 à 18 S III D1	Dél. 16-58
215-1 à 215-4	19 à 22 S III D1	Dél. 16-58
216-1	23 S III D1	Dél. 16-58, 91-57, 92-211, 93-153
216-2	24 S III D1	Dél. 16-58
216-3	25 S III D1	Dél. 16-58, 94-154
216-4	26 S III D1	Dél. 16-58, 86-84
216-5 et 216-6	27 et 28 S III D1	Dél. 16-58
216-7	29 S III D1	Dél. 16-58, 94-154
217-1	30 S III D1	Dél. 16-58, 86-84, 92-211, 94-154
217-2 et 217-3	31 et 32	Dél. 16-58
218-1 à 218-5	33 à 37	Dél. 16-58
219-1	38	Dél. 16-58
219-10 à 219-12	39 à 41	Dél. 16-58
221-1	22 S III D2	Dél. 16/11/50, 59-8
222-1	23 S III D2	Dél. 16/11/50, 4-58, 59-8, 86-1, 80-22, 80-95
223-1	24 S III D2	Dél. 16/11/50, 59-8, 60-7, 88-157, 91-57, 92-6



Nouveau code	Ancienne codification	Textes codifiés
223-2	25 S III D2	Dél. 16/11/50, 4-58, 92-6
224-1	26 S III D2	Dél. 16/11/50, 4-58, 92-6, 92-211
225-1	27 S III D2	Dél. 16/11/50
225-2	29 S III D2	Dél. 16/11/50, 4-58, 92-6
225-3	30 S III D2	Dél. 16/11/50
225-4	31 S III D2	Dél. 16/11/50, 4-58, 65-1, 92-6
225-5	32 S III D2	Dél. 16/11/50
226-1	33 S III D2	Dél. 16/11/50,
227-1	34 S III D2	Dél. 16/11/50, 89-146
228-1 à 228-3	35 à 37 S III D2	Dél. 16/11/50
229-1	38 S III D2	Dél. 92-211
231-1	38	Dél. 15-58
232-1 et 232-2	39 et 40	Dél. 15-58
233-1 et 233-2	41 et 42	Dél. 15-58
234-1	43	Dél. 15-58, 59-8
235-1	44	Dél. 15-58, 60-7
236-1	45	Dél. 59-8
241-1 à 241-6	1 à 6 S III D4	Dél. 30/11/53
241-7	7 S III D4	Dél. 30/11/53, 59-8
241-8	8 S III D4	Dél. 30/11/53
241-9	9 S III D4	Dél. 30/11/53, 59-8
311-1	1 S IV D1	Dél. 64-8, 69-119 bis
312-1	2 S IV D1	Dél. 64-8
312-2	3 S IV D1	Dél. 64-8, 69-119 bis, 78-4, 83-11
313-1 et 313-2	4 et 5 S IV D1	Dél. 64-8
314-1	6 S IV D1	Dél. 64-8
315-1	7 S IV D1	Dél. 64-8
316-1	8 S IV D1	Dél. 64-8, 69-119 bis, 78-27
317-1	9 S IV D1	Dél. 64-8
317-2	9 bis S IV D1	Dél. 78-196
321-1	1 S IV D2	Dél. 17-1958
322-1	2 S IV D2	Dél. 17-1958, 69-118, 78-23, 79-51
323-1	3 S IV D2	Dél. 17-1958, 62-36, 69-118, 78-23, 79-51
323-2	3 bis S IV D2	Dél. 17-1958
323-3	3 ter S IV D2	Dél. 83-10, 84-1037, 92-6
324-1	4 S IV D2	Dél. 17-1958
324-2	5 S IV D2	Dél. 17-1958, 59-8
324-3 à 324-6	6 à 9 S IV D2	Dél. 17-1958
325-1	10 S IV D2	Dél. 17-1958, 59-8, 62-36
325-2	11 S IV D2	Dél. 17-1958
326-1	12 S IV D2	Dél. 17-1958
326-2	13 S IV D2	Dél. 17-1958, 59-8, 65-12
326-3	14 S IV D2	Dél. 17-1958
326-4	15 S IV D2	Dél. 17-1958, 92-6
327-1	16 S IV D2	Dél. 17-1958
331-1	1 S IV D3	Dél. 84-50, 94-154
331-2	2 S IV D3	Dél. 84-50, 85-1012
331-3	3 S IV D3	Dél. 84-50
331-4 et 331-5	4 et 5 S IV D3	Dél. 84-50
411-1	1 S VD3	Dél. 83-198, 92-6
412-1 à 412-3	2 à 4 S VD3	Dél. 83-198
413-1 et 413-2	5 et 6	Dél. 83-198
421-1	7 S VD3	Dél. 83-198, 92-6
421-2	8 S VD3	Dél. 83-198, 92-211
431-1	1 S VD1	Dél. 83-198
431-2	2 S VD1	Dél. 83-198, 92-6

Nouveau code	Ancienne codification	Textes codifiés
432-1	3 S V D1	Dél. 83-198, 92-6
432-2 et 432-3	4 et 5	Dél. 83-198
433-1	6	Dél. 83-198, 92-6
433-2 à 433-9	7 à 14	Dél. 83-198
441-1 et 441-2		Dél. 94-154
442-1 et 442-2	9 S V D3	Dél. 83-198, 94-154
442-3 et 442-4	10 et 11 S V D3	Dél. 83-198
443-1 à 443-3	12 à 14 S V D3	Dél. 83-198
451-1 à 451-3	15 à 17 S V D3	Dél. 83-198
461-1 et 461-2	18 et 19 S V D3	Dél. 83-198
511-1	1 S V D2	Dél. 83-198, 86-84, 92-6, 92-118
511-2	2 S V D2	Dél. 83-198, 92-118
511-3	3 S V D2	Dél. 83-198
511-4	4 S V D2	Dél. 83-198, 92-211
511-5 et 511-6	5 et 6 S V D2	Dél. 83-198
611-1	1 S V D4	Dél. 83-198, 94-33
611-2	2 S V D4	Dél. 83-198, 86-84
611-3 à 611-5	3 à 5 S V D4	Dél. 83-198
611-6 et 611-7	6 et 7 S V D4	Dél. 83-198, 86-84
611-8 et 611-9	8 et 9 S V D4	Dél. 83-198
611-10	10 S V D4	Dél. 83-198, 86-84
612-1	11 S V D4	Dél. 83-198
612-2	12 S V D4	Dél. 83-198, 94-33
612-3	13 S V D4	Dél. 83-198
711-1	1 S V I D1	Dél. 83-198
712-1	2 S V I D1	Dél. 83-198
713-1	3 S V I D1	Dél. 83-198
714-1	4 S V I D1	Dél. 83-198
715-1 à 715-4	5 à 8 S V I D1	Dél. 83-198
721-1 à 721-3	1 à 3 S V I D2	Dél. 83-198
731-1	1 S V I D3	Dél. 83-198, 89-146, 92-211
731-2 à 731-5	2 à 5 S V I D3	Dél. 83-198
741-1 et 741-2	1 et 2 S V I D4	Dél. 83-198
741-3	3 S V I D4	Dél. 83-198, 89-146
741-4 et 741-5	4 et 5 S V I D4	Dél. 83-198
742-1 à 742-5	6 à 10 S V I D4	Dél. 83-198
743-1 et 743-2	1 et 2 S V I D5	Dél. 84-87
743-3	3 S V I D5	Dél. 84-87, 91-72
743-4 à 743-10	4 à 10 S V I D5	Dél. 84-87
811-1	1 S V D5	Dél. 93-153
811-2	1 S V D5	Dél. 91-57
811-3		Dél. 94-169

NOR : DOM9500451AC

**Par arrêté n° 407 CM du 19 avril 1995.**— Sont définitivement imputés au budget local les soldes créditeurs des liquidations atteintes par la prescription trentenaire à la date du 31 décembre 1993 et s'élevant suivant état ci-annexé, certifié et vérifié, à : *deux millions cent quatorze mille huit cent cinquante-neuf francs CFP* (2.114.859 F CFP).

**Relevé nominatif des liquidations présentant des soldes créditeurs  
et ayant eu, au 31 décembre 1993, trente (30) années révolues,  
à compter de l'ouverture des successions.**

Numéro d'ordre	Numéro du sommaire des biens régis	Désignation de la liquidation	Date d'ouverture de la succession	Solde créditeur au 31/12/1993
1	243	Jiquel André	16.02.1948	1.259
2	250	Willey	24.08.1950	914
3	253	Ky Burg	25.09.1950	2.218
4	255	Chu Wing Hing n° 6380	31.10.1948	4.131
5	256	U King n° 6197	31.10.1948	4.131
6	257	Chan Loy San n° 6424	15.12.1948	4.131
7	258	Chen Sun Sen n° 6563	15.12.1948	4.131
8	261	D'Amiens Heroquelle (S.V.)	05.07.1950	33.020
9	262	Van Fleet James	01.12.1950	18.005
10	264	Rua Roo William (S.V.)	30.06.1951	11.803
11	265	Seth Smith Howard Kuox (B.V.)	12.02.1952	23.030
12	270	Powell Thomas (B.V.)	28.05.1952	782.483
13	271	Morietz Antoine (S.V.)	11.06.1952	8.553
14	272	Ferrichet Henri (S.V.)	06.09.1952	16.816
15	273	Ly Kan n° 2164 (S.V.)	16.09.1952	58.991
16	274	Quach Van Hao (S.V.)	21.01.1953	2.057
17	275	Manua Emile (S.V.)	07.02.1953	1.561
18	276	Tapehu a Orlori (S.V.)	07.02.1953	1.812
19	277	Thuat Nauyen n° 1409 (S.V.)	03.04.1953	1.615
20	278	Pham Van Ngu (S.V.)	26.06.1953	2.275
21	280	Nguyen Tri Long n° 1454 (S.V.)	16.12.1953	4.415
22	285	Pio Maaro (B.V.)	28.12.1953	1.708
23	287	Nguyen Dinh Dinh (S.V.)	03.05.1954	10.980
24	289	Casse Herbert (B.V.)	08.10.1955	3.982
25	291	Ariihohoa Tale (S.V.)	01.06.1956	91.495
26	294	Pena Mataiti (S.V.)	28.08.1956	1.244
27	295	Metua Teuatoto (S.V.)	17.11.1956	53.955
28	296	Bambridge William (S.V.)	29.04.1957	5.290
29	298	De Villele Charles	10.07.1958	1.079
30	299	Autai Raovaa	11.06.1959	2.354
31	300	Tetuaiteo Raovaa	11.06.1959	2.354
32	301	Colombani Etienne	17.10.1959	2.512
33	303	Coubart Yolande	24.01.1957	59.501
34	306	Société immobilière de Papeete (B.V.)	24.11.1958	1.526
35	307	Tuterai a Pihatu	31.03.1959	23.215
36	309	Dawes	26.06.1951	3.405
37	311	Arnaud François	24.03.1960	721.440
38	312	Peni Tau	25.10.1961	27.618
39	313	Ghigion Charles Désiré	05.06.1963	113.850
			<b>Total</b>	<b>2.114.859</b>

Arrêté le présent état à la somme de : *deux millions cent quatorze mille huit cent cinquante-neuf francs CFP (2.114.859 F CFP).*

NOR : DOM9500452AC

**Par arrêté n° 408 CM du 19 avril 1995.**— Sont portés en recette au budget local les soldes créditeurs des successions et biens vacants ou en présomption de déshérence inférieurs à 909 F CFP, après cinq ans de gestion, suivant état ci-après, certifié, vérifié et arrêté à : *mille cent soixante francs CFP (1.160 F CFP).*

Le budget local reste redevable en cas de réclamations éventuelles des héritiers.

Relevé nominatif des liquidations présentant des soldes créditeurs inférieurs à 909 F CFP,  
de plus de 5 ans de gestion par la curatelle ou des déshérences à compter de l'ouverture des successions.

Numéro d'ordre	Numéro du sommaire des biens régis	Désignation de la liquidation	Date d'ouverture de la succession	Solde créditeur au 31/12/1993
1	324	Mazeline Alphonse	28.01.1966	367
2	327	Gauer Antoine	12.09.1966	787
3		Reliquat non déterminé		6
			<b>Total</b>	<b>1.160</b>

Arrêté le présent état à la somme de : *mille cent soixante francs CFP (1.160 F CFP).*

NOR : ICA8500520AC

**Par arrêté n° 414 CM du 21 avril 1995.**— Le budget prévisionnel de l'Institut de la communication audiovisuelle pour 1995 est arrêté d'office à la somme de 238.685.000 F CFP, selon la ventilation suivante :

	Fonctionnement	Investissement	Total
Dépenses	178.247.000	60.438.000	238.685.000
Recettes	180.285.000	58.400.000	238.685.000
Total/résultat	2.038.000	- 2.038.000	

NOR : CHT9500511AC

**Par arrêté n° 418 CM du 21 avril 1995.**— Sont approuvées et rendues exécutoires les délibérations n° 4-95 CHT et n° 5-95 CHT du 29 mars 1995 du conseil d'administration du Centre hospitalier territorial arrêtant le budget du Centre hospitalier territorial et le budget annexe de l'école de sages-femmes pour l'exercice 1995 à la somme de 8.657.659.000 F CFP se décomposant comme suit, en recettes et en dépenses :

*Budget principal :*

- section de fonctionnement : 7.889.946.000 F CFP
- section d'investissement : 729.500.000 F CFP

*Budget annexe :*

- section de fonctionnement : 38.213.000 F CFP

NOR : CHT9500512AC

**Par arrêté n° 419 CM du 21 avril 1995.**— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 7-95 CHT du 29 mars 1995 du conseil d'administration du Centre hospitalier territorial portant modification du budget de l'établissement pour l'exercice 1995. Le budget modifié est arrêté, en recettes et en dépenses, à la somme de :

- section de fonctionnement : 1.267.500.000 F CFP

Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 8-95 CHT du 29 mars 1995 du conseil d'administration du Centre hospitalier territorial portant modification du budget de l'établissement pour l'exercice 1995. Le budget modifié est arrêté, en recettes et en dépenses, à la somme de :

- section d'investissement : 1.169.500.000 F CFP

NOR : CSP9500547AC

**Par arrêté n° 421 CM du 21 avril 1995.**— Est établi d'office et rendu exécutoire le budget primitif de l'exercice 1995 de la Caisse de soutien des prix du coprah pour l'exercice 1995 à la somme de un milliard deux cent cinquante-trois millions six cent douze mille quatre cent quatre-vingt-dix-neuf francs CFP (1.253.612.499 F CFP) se décomposant comme suit, en recettes et en dépenses :

- section de fonctionnement : 894.074.496 F CFP
- section d'investissement : 359.538.003 F CFP

## ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES

### PRESIDENCE

#### ARRETE n° 109 PR du 21 avril 1995 portant modification des attributions de certains membres du gouvernement du territoire.

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi modifiée n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française, et notamment ses articles 5 et 17 ;

Vu la proclamation n° 91-14 Prés./AT du 4 avril 1991 relative à l'élection du Président du gouvernement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 622 PR du 4 avril 1991 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement du territoire,

Arrête :

Article 1er.— M. Georges Puchon est nommé ministre de l'économie, du commerce et de l'artisanat.

Art. 2.— M. Patrick Howell est nommé ministre de l'environnement, de la culture et de la recherche scientifique, porte-parole du gouvernement et chargé des relations avec l'assemblée territoriale et le Conseil économique, social et culturel.

Art. 3.— M. Patrick Bordet est nommé ministre de l'aménagement, de l'urbanisme et des transports.

Art. 4.— Le présent arrêté sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 21 avril 1995.  
Gaston FLOSSE.

#### ARRETE n° 110 PR du 21 avril 1995 relatif aux attributions du ministre de l'environnement, de la culture et de la recherche scientifique.

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 modifiée portant statut du territoire de la Polynésie française et notamment ses articles 8, dernier alinéa, 35 et 41 ;

Vu l'arrêté n° 622 PR du 4 avril 1991 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement du territoire de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— Le ministre de l'environnement, de la culture et de la recherche scientifique exerce, sous l'autorité du Président du gouvernement du territoire, les missions qui lui sont confiées par le conseil des ministres.

Art. 2.— Il exerce les fonctions de porte-parole du gouvernement et il est chargé des relations avec l'assemblée territoriale et le Conseil économique, social et culturel.

Art. 3.— Au titre du service de la délégation à l'environnement, il reçoit délégation de pouvoir dans le cadre de la réglementation des installations classées pour :

- l'ouverture des enquêtes de commodo et incommode prévues à l'article D 402-1 du code de l'aménagement ;
- l'autorisation ou le refus d'autorisation d'ouverture des installations classées des articles D 401-3, D 402-1 et D 403-1 du code de l'aménagement, ainsi que toutes les prescriptions des conditions d'installation et d'exploitation des articles D 401-3, D 402-2 et D 403-3 du même code ;
- les autorisations d'ouverture pour une durée limitée des articles D 402-5 et D 402-7 du code de l'aménagement ;
- l'autorisation de modification d'une installation et les prescriptions y afférentes, visées à l'article D 404-4 ;
- l'agrément des laboratoires et organismes de contrôle visés à l'article D 404-9 ;
- la mise en demeure de satisfaire aux conditions imposées à l'exploitant d'une installation classée, et la mise en œuvre des mesures prévues lorsque l'exploitant n'a pas obtempéré et notamment la suspension du fonctionnement de l'installation, visées à l'article D 407-1 ;
- la mise en œuvre de toutes les mesures prévues à l'article D 407-2 du code de l'aménagement lorsqu'une installation est exploitée sans autorisation ;
- la mise en demeure et la mise en œuvre de mesures visées à l'article D 408-1 lorsque l'installation n'est pas comprise dans la nomenclature des installations classées.

Il préside la commission des sites et monuments naturels.

Art. 4.— Les services suivants sont placés sous son autorité :

- la délégation à la recherche ;
- le service de la culture.

Art. 5.— Sous réserve des pouvoirs délégués au ministre des finances et des réformes administratives, il reçoit délégation de pouvoir pour la gestion courante des personnels placés sous son autorité, notamment les recrutements pour une période déterminée n'excédant pas trois mois.

Art. 6.— Dans le domaine de la gestion financière des crédits alloués à son ministère, il accomplit les actes suivants :

- remboursement de frais et états indemnitaires ;
- réquisition de passages et bagages ;
- nomination des agents chargés de l'engagement et de la liquidation des dépenses ;
- virements de crédits de rubrique à rubrique à l'intérieur d'un même article.

En matière de marchés publics, il est désigné comme autorité compétente pour l'application des dispositions de la délibération n° 84-20 du 1er mars 1984 portant approbation du code des marchés publics de toute nature passés au nom du territoire de la Polynésie française.

Art. 7.— Il présente au conseil des ministres toutes les questions relatives aux établissements ou organismes suivants :

*Etablissements publics territoriaux :*

- Centre polynésien des sciences humaines Te Anavaharau (C.P.S.H.) ;
- Office territorial d'action culturelle (O.T.A.C.) ;
- Conservatoire artistique territorial (C.A.T.) ;
- Institut territorial de recherches médicales Louis-Malardé (I.T.R.M.L.M.).

*Autres établissements et organismes privés :*

- Académie tahitienne ;
- Musée Gauguin ;
- Muséum national d'histoire naturelle ;
- O.R.S.T.O.M.

Art. 8.— Il instruit et présente au conseil des ministres toutes les questions relatives à l'extension de la radiodiffusion et de la télévision dans les îles.

Art. 9.— Les arrêtés n° 439 PR du 12 novembre 1993, n° 22 PR du 17 janvier 1994, n° 230 PR du 18 mai 1994 et n° 23 PR du 30 janvier 1995 sont abrogés.

Art. 10.— Le ministre de l'environnement, de la culture et de la recherche scientifique est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 21 avril 1995.

Gaston FLOSSE.

Par le Président du gouvernement du territoire :

*Le ministre de l'environnement,  
de la culture et de la recherche scientifique,  
Patrick HOWELL.*

**ARRETE n° 111 PR du 21 avril 1995 portant modification des attributions du ministre de l'économie, du commerce et de l'artisanat.**

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 modifiée portant statut du territoire de la Polynésie française, et notamment ses articles 8, dernier alinéa, 35 et 41 ;

Vu l'arrêté n° 622 PR du 4 avril 1991 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 435 PR modifié du 12 novembre 1993 relatif aux attributions du ministre de l'économie,

Arrête :

Article 1er.— L'article 1er de l'arrêté n° 435 PR du 12 novembre 1993 susvisé est complété par un deuxième alinéa ainsi rédigé :

"Dans ce cadre, il assure notamment la coordination avec les ministères responsables de la production de biens ou de services et la promotion et la commercialisation, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du territoire, de ces produits."

Art. 2.— Il est inséré, entre les articles 2 et 3 de l'arrêté n° 435 PR du 12 novembre 1993 susvisé, un article 2 *bis* ainsi libellé :

"Art. 2 *bis*.— Au titre du service de l'artisanat, il reçoit délégation de pouvoir pour l'approbation des conventions d'accompagnement des aides à l'artisanat."

Art. 3.— L'article 8 de l'arrêté n° 435 PR du 12 novembre 1993 susvisé, est complété ainsi qu'il suit :

"Etablissements publics :

- Centre des métiers d'art."

Art. 4.— L'arrêté n° 228 PR du 18 mai 1994 est abrogé.

Art. 5.— Le ministre de l'économie, du commerce et de l'artisanat est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 21 avril 1995.

Gaston FLOSSE.

Par le Président du gouvernement du territoire :

*Le ministre de l'économie,  
du commerce et de l'artisanat,  
Georges PUCHON.*

**ARRETE n° 112 PR du 21 avril 1995 relatif aux attributions du ministre de l'aménagement, de l'urbanisme et des transports.**

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 modifiée portant statut du territoire de la Polynésie française et notamment ses articles 8, dernier alinéa, 35 et 41 ;

Vu l'arrêté n° 622 PR du 4 avril 1991 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 91 PR du 6 avril 1995 relatif aux attributions du ministre de l'aménagement, de l'urbanisme et des transports, chargé des relations avec l'assemblée territoriale et le Conseil économique, social et culturel,

Arrête :

Article 1er.— A l'article 4 de l'arrêté n° 91 PR du 6 avril 1995 susvisé, l'expression "permis de construire" est remplacée par l'expression "autorisations de travaux immobiliers" et celle de "fiches de renseignement urbanisme" par celle de "fiches de renseignement d'aménagement".

Art. 2.— L'article 2 de l'arrêté n° 91 PR du 6 avril 1995 susvisé est abrogé.

Art. 3.— Le ministre de l'aménagement, de l'urbanisme et des transports est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 21 avril 1995.

Gaston FLOSSE.

Par le Président du gouvernement du territoire :

*Le ministre de l'aménagement,  
de l'urbanisme et des transports,  
Patrick BORDET.*

**MINISTRE DES FINANCES  
ET DES REFORMES ADMINISTRATIVES**

**Par arrêté n° 1655 MFR du 12 avril 1995.**— Sont autorisées, sur le plan local ainsi qu'au niveau national, l'ouverture et l'organisation d'un concours externe, sur titres, pour le recrutement d'un ingénieur des mines, agent contractuel relevant de la 1re catégorie du corps des agents non fonctionnaires de l'administration, à la délégation à l'environnement. La publicité relative à ce concours est assurée, au niveau national, par la délégation à l'environnement.

Le concours est ouvert aux candidats satisfaisant aux conditions générales d'accès aux emplois de l'administration du territoire, titulaires du diplôme d'ingénieur des mines. Des connaissances et une expérience professionnelle dans l'application et l'évolution de la réglementation des installations classées sont vivement souhaitées.

Les candidats doivent retirer le formulaire de demande de participation au concours, soit au service du personnel et de la fonction publique (bâtiment A1, 2e étage, rue du Commandant-Destremau à Papeete), soit pour ceux dont la résidence habituelle est en France métropolitaine, directement auprès de la délégation à l'environnement, B.P. 4562, Papeete.

Les dossiers de candidature doivent comporter les pièces suivantes :

- la demande de participation au concours, établie sur formulaire remis par le service du personnel et de la fonction publique ;
- une photo d'identité ;
- une fiche individuelle d'état-civil et de nationalité française ;
- une copie du diplôme requis certifiée conforme à l'original ;
- une attestation de résidence sur le territoire ;
- trois enveloppes timbrées à l'adresse du candidat.

La date limite de dépôt, contre récépissé, au service du personnel et de la fonction publique, des dossiers définitifs de candidature, est fixée au *vendredi 9 juin 1995 à 12 h.*

Tout dossier parvenu au service du personnel et de la fonction publique, incomplet ou ultérieurement à cette date, ne sera pas pris en considération.

La liste des candidats admis à concourir sera affichée au service du personnel et de la fonction publique.

**Par arrêté n° 1780 MFR du 19 avril 1995.**— Les articles 1er, 2, 4, 5, 6, 7 de l'arrêté n° 3972 MEF du 27 août 1990 nommant MM. Eric Tuahine et Harrys Aro régisseurs titulaire et suppléant sont modifiés comme suit :

*Au lieu de :* MM. Eric Tuahine et Harrys Aro ;  
*Lire :* Mmes Jeanne Ly et Danièle Timiona.

L'article 3 de l'arrêté n° 3972 MEF du 27 août 1990 est modifié comme suit :

*Au lieu de :* "M. Eric Tuahine devra verser..." ;  
*Lire :* "Mme Jeanne Ly devra verser entre les mains et..."

Le présent arrêté prendra effet à compter de sa parution au *Journal officiel* de la Polynésie française.

**Par arrêté n° 1781 MFR du 19 avril 1995.**— Les dispositions des arrêtés n° 1738 MFR du 30 avril 1993 portant institution d'une régie d'avances au service de la navigation aérienne (division des aérodromes extérieurs) et n° 1739 MFR du 30 avril 1993 portant nomination de M. Carson Joussin et Mme Eléonore Teaotea respectivement régisseurs d'avances titulaire et suppléant au service de la navigation aérienne sont supprimées.

Le présent arrêté prend effet à compter de sa publication au *Journal officiel* de la Polynésie française.

#### MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

**Par arrêté n° 113 PR du 21 avril 1995.**— Il est alloué au comité organisateur des Xe jeux du Pacifique Sud, une subvention de vingt millions de francs Pacifique (20.000.000 F CFP) au titre du fonctionnement des jeux du Pacifique Sud.

La dépense est imputable au budget du territoire, au sous-chapitre 95.101, article 657-101. La totalité de la somme sera versée sur le compte ouvert de la banque Westpac Banking Corporation à la signature de l'arrêté.

Le comité organisateur des Xe jeux du Pacifique Sud est tenu de produire les pièces justificatives et le compte d'emploi de la somme demandée dans une période maximale de deux mois.

Dans le cas où le montant de la subvention n'aurait pas été utilisé dans sa totalité, le comité organisateur des Xe jeux du Pacifique Sud se verra dans l'obligation de reverser le solde de la subvention.

Dans le cas où le montant de la subvention aura été destiné à un usage non conforme à l'objet de la demande, le comité organisateur des Xe jeux du Pacifique Sud se verra dans l'obligation de reverser le solde de la subvention.

#### MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DU COMMERCE

**ARRÊTE n° 1660 MEC du 12 avril 1995 portant délégation de signature du ministre de l'économie et du commerce à un agent du service du développement de l'industrie et des métiers.**

Le ministre de l'économie et du commerce,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 modifiée portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 622 PR du 4 avril 1991 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 435 PR du 12 novembre 1993 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie et du commerce ;

Vu la délibération n° 88-17 AT du 11 février 1988 portant création du service du développement de l'industrie et des métiers ;

Vu l'arrêté n° 73 MEC du 9 janvier 1995 portant délégation de signature du ministre de l'économie et des transports à M. Richard Boyer, chef du service du développement de l'industrie et des métiers ;

Vu l'arrêté n° 347 CM du 3 avril 1995 portant nomination du chef du service du développement de l'industrie et des métiers par intérim ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré en sa séance du 12 avril 1995,

Arrête :

Article 1er.— En cas d'absence ou d'empêchement de M. Denis Grellier, chef du service du développement de l'industrie et des métiers par intérim, les délégations de signatures consenties à ce dernier en application de l'arrêté n° 73 MEC du 9 janvier 1995 sont exercées par M. Georges Chingue, agent CC1 du service du développement de l'industrie et des métiers à compter du 15 mars 1995 et jusqu'au 23 octobre 1995.

Art. 2.— Le chef du service du développement de l'industrie et des métiers par intérim est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 12 avril 1995.  
Georges PUCHON.

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA CULTURE,  
DE L'ARTISANAT TRADITIONNEL  
ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE**

**ARRETE n° 1657 MER du 12 avril 1995 portant annulation de l'arrêté n° 836 MER du 16 février 1995 autorisant M. Edgar Tinorua à installer et exploiter la station-service Shell Outumaoro (établissement de la 1re classe des installations classées pour la protection de l'environnement, commune de Punaauia).**

Le ministre de l'environnement, de la culture, de l'artisanat traditionnel et de la recherche scientifique,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 modifiée portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 622 PR du 4 avril 1991 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 226 PR du 18 mai 1994 portant nomination d'un ministre du gouvernement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 227 PR du 18 mai 1994 portant attributions des membres du gouvernement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 230 PR du 18 mai 1994 modifié, relatif aux attributions du ministre de l'environnement et de la recherche scientifique ;

Vu l'arrêté n° 791 CM du 4 août 1986 modifié portant organisation et attribution de la délégation à l'environnement ;

Vu le code de l'aménagement de la Polynésie française et notamment le livre IV réglementant les installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 211 CM du 15 février 1990 établissant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et complétant le code de l'aménagement de la Polynésie française ;

Vu la demande d'installer et d'exploiter une station-service formulée par M. Edgar Tinorua et enregistrée sous le n° 94-47 ENV et vu les plans joints à la demande ;

Vu les requêtes formulées par Mme Elisabeth Tchen épouse Brouta auprès du tribunal administratif de Papeete et enregistrées sous le n° 95-118 et n° 95-119 à l'encontre de l'arrêté n° 836 MER du 16 février 1995 autorisant M. Edgar Tinorua à installer et exploiter la station-service Shell Outumaoro ;

Considérant que l'enquête de commodo et incommodo, qui constitue une des étapes essentielles de la procédure d'instruction des demandes d'autorisation d'installations classées, est destinée à fournir aux tiers les éléments d'information sur l'opération projetée ;

Considérant que l'avis d'enquête de commodo et incommodo, ayant fait l'objet d'un affichage, en vertu des prescriptions

du code de l'aménagement de la Polynésie française, indique que l'autorisation d'installer et d'exploiter la station-service Shell Outumaoro concerne les parcelles n° 83 et n° 134, section 1, alors que celle-ci devait s'effectuer au regard desdites parcelles ;

Considérant en outre que le territoire, en adoptant l'arrêté n° 10 CM du 7 janvier 1994, portant modification de l'arrêté n° 1114 CM du 12 octobre 1988, définissant la procédure d'autorisation des installations de première classe, a imposé à l'administration l'obligation de contrôler l'existence de titre de propriété ou de tout autre document prouvant le droit d'utilisation du sol par le demandeur,

Arrête :

Article 1er.— L'arrêté n° 836 MER du 16 février 1995, autorisant M. Edgar Tinorua à installer et exploiter la station-service Shell Outumaoro sise commune de Punaauia, est annulé.

Art. 2.— Cette décision est motivée compte tenu de la réglementation applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment les articles A. 402-2 et A. 402-5 du code de l'aménagement de la Polynésie française, imposant à l'administration de vérifier le titre de jouissance du pétitionnaire et de s'assurer que les mesures de publicité portent bien sur la nature exacte de l'exploitation.

Art. 3.— Le délégué à l'environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et notifié à l'intéressé.

Fait à Papeete, le 12 avril 1995.  
Patrick HOWELL.

**Par arrêté n° 1659 MER du 12 avril 1995.**— L'Eglise de Tahiti est autorisée à installer et exploiter deux groupes électrogènes et un dépôt d'hydrocarbures sur un terrain du motu "Ohina 2" sis à Tikehau, dans la commune de Rangiroa.

L'établissement qui relève de la 2e classe, rubriques 118-2 et 130-2 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, comprendra :

un local abritant :

- deux groupes électrogènes Lister-Petter TS2 et TS3 de 11 et 23 kVA avec réservoirs incorporés et fonctionnant en alternance ;
- deux fûts de 200 litres de gazole chacun posés sur une dalle bétonnée étanche et faisant office de cuvette de rétention.

L'Eglise de Tahiti sera tenue de respecter les prescriptions des arrêtés type fixés par arrêté n° 903 CM du 7 août 1992 et publiés au J.O.P.F. n° 34 du 20 août 1992 :



- n° 118 pour les groupes électrogènes dont la puissance est supérieure ou égale à 10 kVA mais inférieure à 100 kVA ;
- n° 130 pour les dépôts de liquides inflammables représentant une capacité nominale totale supérieure ou égale à 400 litres mais inférieure à 3.000 litres.

**MINISTÈRE DE L'AMÉNAGEMENT, DE L'URBANISME  
ET DES TRANSPORTS**

**ARRETE n° 1703 MAT du 18 avril 1995 portant délégation de signature du ministre de l'aménagement, de l'urbanisme et des transports à M. Ronald Tsu, chef du service territorial des transports terrestres.**

Le ministre de l'aménagement, de l'urbanisme et des transports,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 modifiée portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 622 PR du 4 avril 1991 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 227 PR du 18 mai 1994 portant attribution des membres du gouvernement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 89 PR du 6 avril 1995 portant nomination d'un membre du gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 91 PR du 6 avril 1995 relatif aux attributions du ministre de l'aménagement, de l'urbanisme et des transports, chargé des relations avec l'assemblée territoriale et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu la délibération n° 88-149 AT du 20 octobre 1988 portant création du service territorial des transports terrestres ;

Vu l'arrêté n° 1388 CM du 16 décembre 1988 portant dispositions relatives aux attributions et à l'organisation du service territorial des transports terrestres ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1994 relative à la signature du courrier ;

Vu l'arrêté n° 765 CM du 6 septembre 1993 portant nomination de M. Ronald Tsu en qualité de chef du service territorial des transports terrestres ;

Vu les nécessités de service,

Arrête :

**Article 1er.**— Délégation de signature est donnée à M. Ronald Tsu, chef du service territorial des transports terrestres, à l'effet de signer au nom du ministre de l'aménagement, de l'urbanisme et des transports, dans la limite de ses attributions :

1°) Les actes courants et les correspondances définis aux paragraphes 1.1, 1.2, 1.3, 1.5, 1.6 et 2.1, de la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1994.

2°) Au titre du code de la route territorial :

- permis de conduire (toutes catégories) ;
- cartes grises ;
- certificats d'inscription et de non-inscription de gage ;
- cartes violettes ;
- autorisations de transport exceptionnel ;
- lettres de convocation aux propriétaires des véhicules dont l'état de vieillissement ou d'entretien laisse présumer que les conditions normales de sécurité ne sont plus assurées.

3°) Au titre de la réglementation relative à l'activité d'entrepreneur de taxi, de voiture de remise et de voiture de service particularisé :

- établissement du certificat de capacité ;
- établissement de la carte de licence.

4°) Les actes suivants relevant de la gestion du personnel de statut territorial placé sous son autorité :

- certificat de travail et attestation de salaire ou autres prévus par la réglementation sociale ;
- congés de toute nature à passer dans le territoire ;
- permissions exceptionnelles prévues par la convention collective ;
- mutations à l'intérieur du service ;
- ordres de déplacement à l'intérieur du territoire n'excédant pas six (6) jours ;
- avertissements et blâmes pour l'ensemble des agents, à l'exception des agents de première catégorie ;
- notation primaire des agents placés sous son autorité.

**Art. 2.**— M. Ronald Tsu, dans la limite de ses attributions, est autorisé à certifier le service fait et à procéder aux opérations d'engagement et de liquidation des dépenses imputées sur les crédits du budget local et de la section locale du F.I.D.E.S., qui lui ont été notifiées, dans le respect de la réglementation en vigueur.

**Art. 3.**— En cas d'absence ou d'empêchement de M. Ronald Tsu, les délégations mentionnées dans le présent arrêté sont exercées par M. Guy Sue, juriste au service territorial des transports terrestres.

**Art. 4.**— L'arrêté n° 2184 MEC du 26 mai 1994 portant délégation de signature du ministre de l'économie et des transports à M. Ronald Tsu, chef du service territorial des transports terrestres, est abrogé.

**Art. 5.**— Le chef du service territorial des transports terrestres est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 18 avril 1995.

Patrick BORDET.

**ARRETE n° 1784 MAT du 20 avril 1995 donnant délégation de signature aux agents du service d'Etat de l'aviation civile.**

Le ministre de l'aménagement, de l'urbanisme et des transports,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 modifiée portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 622 PR du 4 avril 1991 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 90 PR du 6 avril 1995 fixant les attributions et l'ordre protocolaire des membres du gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 91 PR du 6 avril 1995 relatif aux attributions du ministre de l'aménagement, de l'urbanisme et des transports ;

Vu l'arrêté n° 61-447 du 3 mai 1961 fixant la compétence et portant organisation du service l'Etat de l'aviation civile d'intérêt général dans les territoires d'outre-mer, et notamment son article 4 ;

Vu l'arrêté interministériel du 6 décembre 1961 portant organisation du service d'Etat de l'aviation civile d'intérêt général en Polynésie française ;

Vu l'arrêté gubernatorial n° 2332 AC.DIR. du 19 septembre 1963 portant organisation du service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française ;

Vu l'avenant n° 1 (n° 27-94 du 15 juillet 1994) à la convention n° 61-89 du 3 avril 1989 relative à la mise à disposition du territoire de la Polynésie française du service d'Etat de l'aviation civile ;

Vu l'arrêté n° 3389 PEL du 16 juillet 1979 nommant M. Guy Yeung, directeur du service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2 CM du 19 septembre 1984 autorisant les ministres à déléguer, par arrêté, leur signature, modifié par arrêté n° 38 CM du 3 octobre 1984 ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 relative à la signature du courrier ;

Vu les nécessités de service,

Arrête :

Article 1er.— M. Guy Yeung, directeur du service d'Etat de l'aviation civile, reçoit délégation pour signer au nom du ministre de l'aménagement, de l'urbanisme et des transports, dans la limite de ses attributions, tous les actes et correspondances définis aux paragraphes n° 1-1, n° 1-2, n° 1-3, n° 1-5 et n° 1-6 de la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984.

Art. 2.— En particulier, M. Guy Yeung est habilité à signer les actes ci-après détaillés :

*1) En matière de gestion du personnel territorial :*

- 1-1 ordres de déplacement à l'intérieur du territoire n'excédant pas six jours pour les agents placés sous son autorité ;
- 1-2 réquisitions de passage et de bagages relatives aux ordres de déplacement à l'intérieur du territoire ;

- 1-3 certificat de travail et attestations de salaire ou autres prévus par la réglementation sociale ;
- 1-4 notation intermédiaire des agents territoriaux placés sous son autorité ;
- 1-5 sanctions disciplinaires : avertissements et blâmes ;
- 1-6 permissions exceptionnelles prévues par la convention collective ;
- 1-7 congés annuels, congés de maternité et de maladie.

*2) En matière de gestion de crédits :*

- 2-1 bons et lettres de commande, certificat du service fait et liquidation des dépenses imputées sur le budget local et la section locale du F.I.D.E.S. dans le domaine de la navigation aérienne ;
- 2-2 tous marchés dont le montant n'excède pas le seuil fixé par l'arrêté prévu aux articles 2 et 47 du code des marchés publics.

*3) En matière d'exécution des travaux dans le domaine de la navigation aérienne :*

- 3-1 transmission des dossiers à la commission consultative des marchés, rapport de présentation des marchés, notification des résultats des appels d'offres aux entrepreneurs, notification des marchés et de leurs avenants, ordres de service ainsi que tous documents relevant des missions de conduite d'opération telles que définies dans la convention n° 61-89 du 3 avril 1989 susvisée ;
- 3-2 documents relatifs à la réception des travaux.

*4) En matière de gestion des installations de navigation aérienne :*

- 4-1 gestion des services de contrôle et afis des aérodromes territoriaux ;
- 4-2 décisions relatives à l'entretien des installations ;
- 4-3 décisions relatives à la gestion de l'essence 100/130 ;
- 4-4 décisions relatives aux limitations de nuisance.

*5) En matière de réglementation :*

Décisions relatives au contrôle de l'application de la réglementation.

Art. 3.— En cas d'absence ou d'empêchement de M. Guy Yeung, les délégations mentionnées aux articles précédents seront exercées par M. Jean-Baptiste Filosa, adjoint au directeur du service d'Etat de l'aviation civile, et en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par M. Jean-Michel Boivin, chef du service de la navigation aérienne.

Art. 4.— En matière de gestion du personnel, les ordres de déplacement à l'intérieur du territoire, les réquisitions de passage et de bagages correspondants, les certificats de travail et attestations de salaire ainsi que les congés annuels pourront être signés, en outre, dans les limites de ses attributions, par M. Philippe Tumahai, chef de la division des aérodromes extérieurs.

Art. 5.— Les opérations d'engagement, de liquidation des dépenses imputées sur le budget local et la section locale du F.I.D.E.S. visées au 2-1 de l'article ci-dessus, seront exercées, en

autre, dans la limite de leurs attributions, en particulier pour les travaux sur mémoire et achats sur factures visées par l'article 47 du code des marchés, par :

- M. Jean-Michel Boivin, chef du service de la navigation aérienne ;
- M. Philippe Tumahai, chef de la division des aérodromes extérieurs.

Art. 6.— En matière de marchés publics, la transmission des dossiers à la commission consultative des marchés, la notification des résultats des appels d'offres aux entrepreneurs, la notification des marchés et de leurs avenants, les ordres de service pourront en outre être signés par M. Jean-Michel Boivin, chef du service de la navigation aérienne.

Art. 7.— Le directeur du service d'Etat de l'aviation civile est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 20 avril 1995.

Patrick BORDET.

**ARRETE n° 1785 MAT du 20 avril 1995 donnant délégation de signature à M. Michel Bonnard, chef du service territorial des transports interinsulaires.**

Le ministre de l'aménagement, de l'urbanisme et des transports,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 modifiée portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 622 PR du 4 avril 1991 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 90 PR du 6 avril 1995 fixant les attributions et l'ordre protocolaire des membres du gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 91 PR du 6 avril 1995 relatif aux attributions du ministre de l'aménagement, de l'urbanisme et des transports ;

Vu la délibération n° 92-232 AT du 30 décembre 1992 portant création du service territorial des transports interinsulaires ;

Vu l'arrêté n° 963 CM du 28 octobre 1993 portant nomination de M. Michel Bonnard en qualité de chef du service territorial des transports interinsulaires ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 relative à la signature du courrier ;

Vu les nécessités de service,

Arrête :

Article 1er.— Délégation de signature est donnée à M. Michel Bonnard, chef du service territorial des transports interinsulaires, à l'effet de procéder aux opérations d'engagement et de liquidation

des dépenses relatives à la gestion courante du service, imputées sur les crédits ouverts au budget du territoire et qui lui ont été notifiées.

Art. 2.— M. Michel Bonnard, chef du service territorial des transports interinsulaires, reçoit délégation de signature pour les actes suivants relevant de la gestion du personnel de statut territorial placé sous son autorité :

- congés de toute nature à passer sur le territoire ;
- permissions exceptionnelles prévues par la convention collective ;
- ordres de déplacement à l'intérieur du territoire n'excédant pas six jours ainsi que les réquisitions de passage et de bagages relatifs pour les agents placés sous son autorité ;
- sanctions disciplinaires jusqu'au blâme inclus, à l'exception des agents de 1re catégorie ;
- avancement d'échelon ;
- notation primaire des agents placés sous son autorité.

Art. 3.— Délégation de signature est donnée à M. Michel Bonnard, chef du service territorial des transports interinsulaires, à l'effet de signer au nom du ministre de l'aménagement, de l'urbanisme et des transports, dans la limite de ses attributions, les actes courants et les correspondances définis aux paragraphes 1.1, 1.2, 1.5 et 1.6 de la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 susvisée.

Art. 4.— Le chef du service territorial des transports interinsulaires est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 20 avril 1995.

Patrick BORDET.

**ARRETES DU PRESIDENT  
DE L'ASSEMBLEE TERRITORIALE**

**ARRETE n° 8-95 Prés./AT du 19 avril 1995 désignant Mme Jeanne Santini pour représenter le président de l'assemblée territoriale devant les juridictions des ordres administratif et judiciaire.**

Le président de l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 modifiée portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 66-80 du 24 juin 1966 modifiée, portant code de procédure civile de la Polynésie française ;

Vu le code des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel ;

Vu l'arrêté n° 94-18 Prés./AT du 1er août 1994 portant nomination du chef du service juridique et contentieux ;

Vu l'arrêté n° 94-24 Prés./AT du 12 septembre 1994 désignant Mme Jeanne Santini pour représenter le président de l'assemblée territoriale devant les juridictions des ordres administratif et judiciaire ;

Vu l'arrêté n° 95-2 Prés./AT du 2 mars 1995 complétant l'arrêté n° 94-24 Prés./AT du 12 septembre 1994 relatif à la représentation du président de l'assemblée territoriale devant les juridictions des ordres administratif et judiciaire,

Arrête :

Article 1er.— Mme Santini Jeanne, juriste de l'assemblée territoriale, est mandatée pour représenter le président de l'assemblée territoriale devant les juridictions des ordres administratif et judiciaire, lors des actions intentées ou soutenues au nom de l'assemblée territoriale.

Art. 2.— Les arrêtés n° 94-24 Prés./AT du 12 septembre 1994 et n° 95-2 Prés./AT du 2 mars 1995 sont abrogés.

Art. 3.— Le présent arrêté est notifié à l'intéressée et sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 19 avril 1995.  
Tinomana EBB.

#### ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

#### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

**AVIS de vacance d'un poste de praticien hospitalier au centre de transfusion sanguine de Papeete (Polynésie française).**

Le poste suivant est à pourvoir au centre de transfusion sanguine de Papeete :

Médecin biologiste adjoint au chef du centre de transfusion sanguine, poste actuellement vacant.

De plus amples renseignements pourront être obtenus par les personnes intéressées auprès de la direction de la santé publique, B.P. 611, Papeete.

#### DECRET du 3 avril 1995 portant nomination de magistrats à l'administration centrale.

Par décret du Président de la République en date du 3 avril 1995, vu l'avis du Conseil supérieur de la magistrature, sont

nommés substitués à l'administration centrale du ministère de la justice (tour extérieur) :

M. Didier Peltier, substitut du procureur de la République près le tribunal de première instance de Papeete ;

#### ACTES DES AUTORITES TERRITORIALES

#### SERVICE DES DOUANES

#### COURS DES CHANGES

pour l'application des droits et taxes de douane  
(Arrêté n° 2224 D du 9 septembre 1961)

(Période du 27 avril au 10 mai 1995 inclus)

PAYS	DEVISES	Cours en francs Pacifique
Belgique .....	1 franc belge	3,11
Suisse .....	1 franc suisse	77,75
Italie .....	100 lires	5,20
Etats-Unis d'Amérique .....	1 dollar U.S.	87,72
Australie .....	1 dollar	63,80
Nouvelle-Zélande .....	1 dollar	59,10
Canada .....	1 dollar canadien	64,22
Hong Kong .....	1 dollar	11,33
Singapour .....	1 dollar	63,03
Fidji .....	1 dollar	67,63
Allemagne .....	1 deutsche mark	64,19
Pays-Bas .....	1 florin	57,36
Suède .....	1 couronne suédoise	11,93
Norvège .....	1 couronne norvégienne	14,25
Danemark .....	1 couronne danoise	16,29
Autriche .....	1 schilling	9,15
Espagne .....	1 peseta	0,71
Portugal .....	1 escudo	0,60
Japon .....	100 yens	107,25
Grande-Bretagne .....	1 livre sterling	141,81
Ecu européen .....	1 Ecu	117,52

# PARTIE NON OFFICIELLE

## ANNONCES JUDICIAIRES ET LEGALES

**M.K.L. DISTRIBUTION S.A.R.L.**  
**S.A.R.L. au capital de 600.000 F CFP**  
**Siège social : Immeuble BRAULT, Mamao, Papeete**  
**R.C.S. PAPEETE N° 4210 B**

Aux termes de l'assemblée générale extraordinaire réunie le 12 avril 1995 au siège social de la société, Mme BOUDIAF Lucienne, dite Laurence, démissionne de son poste de co-gérante de la société à compter du 11 avril 1995 et l'article 16 des statuts a été modifié comme suit :

*Ancien texte :* Cogérantes : Mmes FOURRE Michèle et BOUDIAF Lucienne, dite Laurence.

*Nouveau texte :* Gérante : Mme FOURRE Michèle.

*Pour avis,  
La gérance.*

**Etude de Me Bernard BRUGGMANN**  
**Notaire à la résidence de Papeete (Ile de Tahiti)**  
**11, avenue Bruat**

Suivant acte demeuré au rang des minutes de Me Bernard BRUGGMANN, notaire à Papeete, les 11, 12 et 13 avril 1995, il a été constitué une société civile dont les caractéristiques principales sont les suivantes :

*Dénomination :* "VAINOA".

*Siège :* Uturoa (Raïatea).

*Durée :* 99 années à compter de l'immatriculation au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

*Objet :* En Polynésie française, l'acquisition, la mise en valeur, l'administration, de tous immeubles bâtis ou non bâtis. L'édification de toutes constructions, toutes améliorations. L'exploitation desdits biens.

*Capital social :* 1.000.000 F CFP, apports en numéraire.

*Gérance :* MM. Raymond PUCHON et Gervais PUCHON, demeurant tous deux à Uturoa.

*Parts sociales :* Les cessions de parts sont libres entre associés et au profit d'ascendant, descendant et conjoint d'associés ; toutes les autres cessions doivent être autorisées par décision extraordinaire.

La société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés, tenu par le greffe du tribunal mixte de commerce de Papeete.

*Pour avis,  
Me Bernard BRUGGMANN, notaire.*

**SYNCHRON**  
**Société à responsabilité limitée**  
**au capital de 1.400.000 F CFP**  
**Siège social : MAHINA, Résidence Jay,**  
**transféré à FAAA, P.K. 4,5, route Exotica**  
**R.C. 4569 B PAPEETE**

Aux termes du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire des associés en date du 20 avril 1995,

Mlle Aurore TAHUHUTERANI a été nommée gérante de la société à compter du 20 avril 1995 en remplacement de M. Steven MASSET, gérant démissionnaire, à la date du 20 avril 1995.

Les modifications résultant, dans l'avis antérieurement publié, de la décision ci-dessus sont les suivantes :

*Ancienne mention*

Le gérant statutaire est M. Steven MASSET.

*Nouvelle mention*

La gérante de la société est Mlle Aurore TAHUHUTERANI.

Il a été décidé de transférer le siège social de MAHINA à FAAA à compter du 2 mai 1995 et de modifier en conséquence l'article 4 des statuts :

### Article 4 - SIEGE SOCIAL

*Ancienne mention*

Le siège social est fixé à MAHINA, lotissement Jay.

*Nouvelle mention*

Le siège social est fixé à FAAA, P.K. 4,5, route Exotica.

*Pour insertion,  
La gérance.*

**Société en nom collectif EGY SYSTEC**  
**S.N.C. au capital de 1.000.000 F CFP**  
**Siège social : PIRAE, quartier Blanchard**  
**R.C.S. : 5335 B**  
**N° Tahiti : 316885**

Aux termes d'un acte sous seing privé en date à Papeete du 20 avril 1995, enregistré à Papeete le 21 avril 1995, folio 50, bordereau 1422/7,

La S.A.R.L. TAHITI STOCK IMPORT dont le siège social est à Papeete, immeuble Fei Pi, immatriculée au R.C.S. de Papeete sous le n° 1247 B et sous le n° Tahiti 67462,

A cédé à la S.N.C. EGY SYSTEC dont le siège social est à Pirae, quartier Blanchard, immatriculée au R.C.S. de Papeete sous le n° 5335 B,

La propriété de la marque commerciale BOWE avec prise d'effet rétroactivement au 1er janvier 1995.

Cette cession a eu lieu moyennant le prix de 1.000.000 F CFP payé comptant.

Les oppositions, s'il y a lieu, seront reçues dans les dix jours de la dernière en date des publications légales, à Papeete, immeuble Fei Pi, au siège de la S.A.R.L. TAHITI STOCK IMPORT, où domicile a été élu.

Pour premier avis,  
Le gérant.

### ANNONCES DIVERSES

#### ASSOCIATION ARTISANALE MAIRAVA

##### RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (25 mars 1995)

Président d'honneur	: ESTALL Ronald
Présidente	: GUILLOT Uratua
Vice-présidente	: JHONSON Jeanine
Secrétaire	: PETIS Louise
Secrétaire adjointe	: GUILLOT Miri
Trésorière	: TEMAURI Vaite
Trésorière adjointe	: HURIA Heimata
Assesseurs	: TETOKA Etetera TAIRANU Tamata TOMARU Putuputu HURIA Nahea

#### SYNDICAT DES COPROPRIETAIRES DE LA RÉSIDENCE RUPERUPE

##### RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (10 avril 1995)

Président	: RIVETA Sylvain
Vice-président	: CHAUMETTE Edouard
Secrétaire	: SOUFFET Denise
Trésorière	: BONNET Raymonde

#### ASSOCIATION SYNDICALE DU LOTISSEMENT LES ALIZES

##### RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (1er février 1995)

Président	: FLOHR Joël
Vice-président	: STRULO Serge
Secrétaire	: LEVY Christophe
Trésorier	: BLALI Ahmed
Trésorier adjoint	: VANSON Freddy

#### ASSOCIATION SPORTIVE PAPARA BOXING CLUB

##### RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (17 avril 1995)

Président d'honneur	: CHAN Rico
Président	: UFA Guilbert
Vice-président	: UFA Gilbert
Secrétaire	: UFA Rachel
Secrétaire adjoint	: UFA Joseph
Trésorier	: UFA Arnold
Trésorière adjointe	: UFA Sergine

#### ASSOCIATION ARTISANALE "VAHINE VAITOMINA"

##### RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (20 mars 1995)

Présidente	: CHING-KING Turama
Vice-présidente	: COMBE Liliane
Secrétaire	: COMBE Michel
Secrétaire adjointe	: CHING-KING Solange
Trésorière	: ALVES Santa
Trésorier adjoint	: CHING-KING Alphonse
Assesseurs	: CHING-KING Brigitte ALVES Mariano MAGNE Béline

#### ASSOCIATION TAMARII TE UAHU NO MOTU UTA

##### RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (2 décembre 1994)

Président	: CHIMIN Yves
Vice-président	: RIARIA Alphonse
Secrétaire	: GIBSON Guy
Trésorier	: TEIVA Franck
Commissaires aux comptes	: TETUA Firmin TAMATA Maurice CHUNG Georges

#### ASSOCIATION SPORTIVE U.C.J.G. TEAHUPOO - VOLLEY-BALL

##### RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (13 février 1995)

Président d'honneur	: ROCHETTE Antoine
Présidente	: HOLOZET-LAGARDE Marcelle
Vice-président	: ROCHETTE Fabrice
Secrétaire	: LABASTE Rose-Mary
Secrétaire adjointe	: MEAMEA Christianne
Trésorier	: LEE THAM Roméo
Trésorière adjointe	: TANEMATEA Lysette
Assesseurs	: MARCANTONI Arthur TEUIRA Marcus

**ASSOCIATION TE HERE O TE TAMA****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(27 janvier 1995)

Présidente d'honneur	: VIEVILLE Michèle
Présidente	: MAONI Lina
Vice-président	: HOLOZET Tetua
Secrétaire	: TALHOUET Muriel
Secrétaire adjoint	: TAEAETUA Mouillot
Trésorière	: FICHTER Lina
Trésorier adjoint	: TUIHAGI Jean-Marc
Assesseurs	: FLORENTIN Anne-Marie MONOD Marie-Christine

**AERO-CLUB DE TAHITI****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(24 mars 1995)

Président d'honneur	: DRAKNI Driss
Président	: CHANEL Léon
Vice-présidents	: SOULIGNAC Benoît HANGEN Jean-François
Secrétaire	: ROUXEL Claude
Secrétaire adjoint	: MOKHTARI Pierre
Trésorier	: SIMON Julien
Trésorier adjoint	: FERBOS Bernard
Conseiller juridique	: GATTI Max
Chargé du suivi technique	: DEHEZ Gérard
Assesseurs	: LO François BRODIEN Jimmy CHANT Jimmy

**COMITE COMMUNAL DE LA JEUNESSE DE ARUE  
TE TAMA VAI ARII****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(21 mars 1995)

Président	: TEPA Eric
Vice-président	: TEFAATAU Clive
Secrétaire	: UEUE Christian
Secrétaire adjoint	: POROI Teanau
Trésorière	: TEMARIIPATIARE Calina
Trésorier adjoint	: AUKARA Joachim
Membres	: TEMARII Raoul TAMATA Nina
Commissaires aux comptes	: TAVAEARII Arii WONG Angélo

**ASSOCIATION PU AVEI'A****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(10 avril 1995)

Président	: GARCIA Frédéric
Vice-président	: SIMON Jean-Marie
Secrétaire	: HAROUT François
Trésorière	: SUNARA Aurélie

**ASSOCIATION SPORTIVE HANDISPORT POLINESIA****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(31 mars 1995)

Président	: VANAA Lazare
Vice-président	: TEAPEHU Tamahao
Secrétaire	: LANTEIRES Andine
Secrétaire adjointe	: TUTURURAI Jacqueline
Trésorière	: CHANTEAU Evelyne
Trésorier adjoint	: COLOMBEL Gino
Assesseurs	: KAMIA Henriette CHEE AYEY Micheline BERTHOLON Maria AIE Arsène LECOVERLLER Philippe MAIHUTI Maire

**ASSOCIATION MOTU NEUE**  
Anciennement dénommée  
**CLUB DE PIROGUE HEAPO****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(23 janvier 1995)

Président d'honneur	: FREBAULT Jean-Alain
Président	: VAATETE Léon
Vice-président	: BARSINAS Enoch
Secrétaire	: TCHING Moea
Secrétaire adjoint	: LEBRONNEC Robert
Trésorier	: GRUGEARD Pierrik
Trésorière adjointe	: CLARK Ida

**COOPERATIVE DES TRAVAILLEURS TAHITIENS  
POUVANAA A OOPA****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(27 mars 1995)

Président d'honneur	: TEREVA A TEREOPA Rania
Conseil d'administration :	
Président-gérant	: CERAN-JERUSALEM Jean-Baptiste
Secrétaire	: ROYER Irma
Secrétaire adjoint	: TEHAAMATAI Hanny
Membres	: BODIN Christian TEUIRA Tavita TAU Anapa CERAN-JERUSALEM Théodore TOOFA Uetua Georges CERAN-JERUSALEM Karl

**SYNDICAT DU PERSONNEL DE LA METEOROLOGIE  
EN POLYNÉSIE****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(12 octobre 1994)

Secrétaire général	: LEGOFF Michel
Secrétaire général adjoint	: TEIPOARII Joël
Secrétaire archiviste	: NOUVEAU Daniel
Trésorier	: CHUNGUE Michel
Assesseurs	: VIVISH Charles VARVEY Patrick

### COOPERATIVE DE L'ECOLE D'APPLICATION TO'ATA

#### RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (13 décembre 1993)

Présidente	: MAURIN Titaua
Vice-présidente	: WURFEL Laurette
Secrétaire	: BORDET Iris
Secrétaire adjoint	: WEINZAEFFLEN Jean-Noël
Trésorière	: SANQUER Juliana
Trésorière adjointe	: TAUATITI Odette
Commissaires aux comptes	: LALEU Martine MARE Juliette

### ASSOCIATION SPORTIVE TAMARI NIUA

#### RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (28 février 1995)

Président	: HAHE Marc
Vice-président	: MANUTAHU Firmin
Secrétaire	: PATU Ernest
Secrétaire adjointe	: MANUTAHU Pauline
Trésorier	: MARAHITI Mario
Trésorier adjoint	: TEURA Jean-Claude

### ASSOCIATION SPORTIVE MEIA RIO PI

#### RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (15 février 1995)

Président	: MULLER Miroslav
Vice-présidents	: TAPUTU Germain TERIIPAIA Ariirua RICHMOND Clarence ORAIRAI Emmanuel
Secrétaire	: EBB Edouard
Secrétaire adjointe	: MULLER Fanny
Trésorier	: TAUTU Victor
Trésorière adjointe	: TAPUTU Mila
Membres	: AH YUN Alwin SHAM KOUA Ralph NEAGLE Tommy MARAHITI Ladys

### SOUS-LIGUE DE VA'A DE BORA BORA

#### RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (1er février 1995)

Président d'honneur	: TONG SANG Gaston
Président	: MAI Teihotuiterai
Vice-présidents	: PUA Georges TAPI Teihotu TEIHOTAATA Teuira MARAKAI Haamoura HANERE Hanere
Secrétaire	: MAI Teihotuiterai
Secrétaire adjoint	: TINOMANO Francis
Trésorier	: TERIIPAIA Philippe
Trésorier adjoint	: TUAHU Nanuaiterai
Commissaires aux comptes	: TERIIRERE Pascal TAEA Yves

### ASSEMBLEE DE DIEU DE POLYNESIE FRANÇAISE

#### RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (11 mars 1995)

Président	: ALBERT Roger
Vice-président	: LEVANT Louis
Secrétaire	: LUINE Georges
Secrétaire adjointe	: AA Danielle
Trésorier	: ALBERT Didier
Trésorier adjoint	: LEAOU Johnny

### ASSOCIATION SPORTIVE VAIETE - SECTION FOOTBALL

#### RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (24 janvier 1995)

Président	: TEAI Willy
Vice-présidents	: TEAI Norbert KEANE Joseph
Secrétaire	: TEAI Eliane
Trésorière	: TEAI Turia
Assesseurs	: TEAI Marcelle TEAI Mareva

### ASSOCIATION HAVA'I SPORT LOISIRS

Anciennement dénommée

### ASSOCIATION FOLKLORIQUE HAVA'I

#### RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (11 janvier 1995)

Président	: MOURIN Freddy
Secrétaire	: SCHMIDT Carlos
Trésorier	: BERDICHESKI Daniel
Membres actifs	: BURCKHARD Teva MOURIN Gino GUILLOUX Fabien
Membres	: BOB DUPONT Paul TEHAHE Yannick

Lors de l'assemblée générale du 18 février 1995, il a été créé une section parapente et une section ski nautique.

#### Section pirogue :

Président	: TEHAHE Yannick
-----------	------------------

#### Section V.T.T. :

Président	: MOURIN Freddy
-----------	-----------------

#### Section surf :

Président	: BURCKHARD Teva
-----------	------------------

#### Section funboard :

Président	: BOB DUPONT Paul
-----------	-------------------

#### Section parapente :

Président	: GUILLOUX Fabien
-----------	-------------------

#### Section ski nautique

Président	: MOURIN Gino
-----------	---------------



**TAMARII VAIAAU-TIVAE****Modification des statuts**

Article 1er.— L'association familiale TAMARII VAIAAU a pour but l'exploitation d'une ferme perlière et la prise en location d'une parcelle de terre et locaux nécessaires à cette fin.

**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**

(9 mars 1995)

Président	: IOTEFA Gamaliela
Vice-président	: IOTEFA Guy Noti
Secrétaire	: TERE Monio Richard
Trésorier	: TERAITAHU Paméla Mareva

**ASSOCIATION HEIOTU****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**

(23 mars 1995)

Président d'honneur	: TAIRANU Aua
Président	: TAUHA Jean-Marie
Vice-président	: MARE Bastiano
Secrétaire	: MAIHUTI Serge
Secrétaire adjoint	: JOHNSON Hiro
Trésorier	: GNATATA Guy
Trésorier adjoint	: TOOMARU Tihoti

**COOPERATIVE DE PECHE VAETUKIA O VEAU NUI****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**

(22 septembre 1994)

Président	: ANIAMIOI Roger
Vice-président	: KAIMUKO Médéric
Secrétaire	: ROHI Louise
Secrétaire adjoint	: PETERANO Gilbert
Trésorier	: ROHI Ozanne
Trésorier adjoint	: TAATA Jonas
Assesseur	: KOKAUANI Jean-Claude

**ASSOCIATION ARTISANALE TE VAHINE OPARU**

(Récépissé n° 95-974 MFR/AA du 24 avril 1995)

**Extraits de statuts**

Il est constitué entre les adhérents aux présents statuts une association régie par la loi du 1er juillet 1901 dénommée "TE VAHINE OPARU".

Sa durée est illimitée.

Elle a pour but d'organiser, de représenter et de défendre les intérêts des artisans de la commune de MAHU, TUBUAI :

- en aidant les autorités responsables à prendre des mesures de protection et de sauvegarde de l'artisanat traditionnel ;
- en encourageant le développement de l'artisanat traditionnel par la production et la vente d'objets d'artisanat local ;

- en facilitant l'achat et l'utilisation en commun de matériels et produits nécessaires à l'exercice artisanal ;
- en aidant à la poursuite du progrès moral et professionnel de ses membres.

Son siège social est fixé dans la commune associée de MAHU, TUBUAI. Il pourra être transféré par simple décision du bureau ; la ratification par l'assemblée générale sera nécessaire.

**COMPOSITION DU BUREAU :**

Président d'honneur	: TEINAURI Ernest
Présidente	: DEBESE Muraiti Lucie
Vice-présidente	: AIE Eliane
Secrétaire	: HAUATA Bella
Secrétaire adjointe	: TERE Tamara
Trésorière	: HAUPUNI Eliseba
Trésorière adjointe	: TAHIATA Florine
Assesseurs	: PIRATO Vahine FAATAU Taria AIE Tearatia

**MAEVA CLUB**

(Récépissé n° 95-936 MFR/AA du 20 avril 1995)

**Extraits de statuts**

Il est formé entre les soussignés et toute autre personne y adhérant une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et par les présents statuts.

L'association a pour objet de regrouper dans le cadre d'un club strictement fermé au public et réservé à ses seuls membres, à jour de leur cotisation, toutes personnes majeures, de sexe masculin ou féminin, désireuses de pratiquer des jeux de hasard. Plus généralement, l'association a pour objet toutes opérations, de quelque nature qu'elles soient, juridiques et financières, se rattachant à l'objet sus-indiqué ou à tous autres objets similaires ou connexes, de nature à favoriser, directement ou indirectement, le but poursuivi par l'association.

L'association prend la dénomination de MAEVA CLUB.

Le siège de l'association est fixé au domicile de son président. Il pourra être transféré en tout autre lieu par simple décision du bureau du conseil d'administration.

La durée de l'association est indéterminée. Elle ne prendra fin que lorsque sa dissolution sera votée par une assemblée générale extraordinaire.

**COMPOSITION DU BUREAU :**

Président	: CHAN KEE THAM Chin Kim Yen
Vice-présidente	: HAMBLIN Olga
Secrétaire	: PAOFAI Annick
Trésorier	: HAMBLIN Ouira

**ASSOCIATION POUR LA SAUVEGARDE DU LAGON ET DE L'ILE DE ARUTUA**

(Récépissé n° 95-914 MFR/AA du 18 avril 1995)

**Extraits de statuts**

L'association dite "ASSOCIATION POUR LA SAUVEGARDE DU LAGON ET DE L'ILE DE ARUTUA", fondée le

26 mars 1995, est régie par la loi du 1er juillet 1901 et les textes subséquents.

Elle a pour objet :

- la protection, la gestion et l'exploitation des ressources du lagon et de l'île de ARUTUA ;
- la diffusion auprès de la population de l'atoll de toute information relative à la gestion et à l'exploitation du lagon et de l'île de ARUTUA.

Elle a son siège social à RAUTINI, ARUTUA.

Sa durée est illimitée.

#### COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: MOE Ah-Loy
Vice-président	: ELLIS Charley
Secrétaire	: PARKER Teai
Secrétaire adjoint	: TEAHUI Tekura
Trésorier	: MAKIROTO Didier
Trésorier adjoint	: ROI Tu-Tevero
Commissaires aux comptes	: PARKER Daniel Vara PARKER Hiorai Pierre

#### ASSOCIATION MURA

##### RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (13 mars 1995)

Président	: FAUA Tetuanui
Vice-président	: TIHONI Pati
Secrétaire	: CHONGAUD Ben
Secrétaire adjointe	: CHONGAUD Mere
Trésorière	: TAMATI Tapeta
Trésorière adjointe	: TAHUTINI Miriama

#### ASSOCIATION HUI TAMA TUPU NO TAUTIRA (Récépissé n° 95-955 MFR/AA du 21 avril 1995)

##### Extraits de statuts

Le 10 avril 1995, est constituée dans le cadre de la loi du 1er juillet 1901, une association dénommée "HUI TAMA TUPU NO TAUTIRA".

Sa durée est illimitée.

Son siège social est à Tautira Village.

L'association a pour but :

- assurer la promotion et la sauvegarde des percussions et de la danse traditionnelle ;
- rechercher et promouvoir l'ensemble des traditions ;
- bénéficier de l'aide sociale ;
- promouvoir des déplacements à l'extérieur de Tahiti et de la Polynésie française ;
- créer des manifestations à but lucratif pour subvenir aux besoins financiers de l'association.

#### COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: TAITOA Thomas
Vice-président	: BARFF O'Netty
Secrétaire	: TARAUFU Lucienne
Secrétaire adjoint	: TIARE Gabriel
Trésorière	: POUIRA Marie-Michèle
Trésorier adjoint	: FAATAHE Timi
Commissaire aux comptes	: TCHONG MOU Alice

#### ASSOCIATION ARTISANALE "TE VAHINE RAMARAMA"

##### RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (13 février 1995)

Présidents d'honneur	: AIAMU Tihoti TEHOTU Terimoe
Présidente	: TEHOTU Taahitua
Vice-présidente	: TERITEHAU Roami
Secrétaire	: TERITEHAU Léa Hinano
Secrétaire adjointe	: MAKE Miriama
Trésorière	: HAUATA Arlette
Trésorière adjointe	: PAQUIER Emma
Assesseurs	: TERITEHAU Angéla TERITEHAU Ismael HAUATA Bruno

#### SYNDICAT D'INITIATIVE DU TOURISME DE TAHAA (Récépissé n° 95-924 MFR/AA du 19 avril 1995)

##### Extraits de statuts

Il est fondé le 20 janvier 1995, entre les soussignés et ceux qui adhéreront ultérieurement aux présents statuts, une association (régie par la loi du 1er juillet 1901) dénommée "SYNDICAT D'INITIATIVE DU TOURISME DE TAHAA".

Son siège social est fixé à l'hôtel Mareva Village Poutoru, Tahaa.

L'association est valablement constituée à dater du jour du dépôt légal de ses statuts. Sa durée est illimitée.

L'association a pour objet d'assurer, en relation avec les pouvoirs publics concernés, tout ou partie des fonctions suivantes :

- a) organisation de l'accueil et de l'information touristique dans la commune de Tahaa ;
- b) sensibilisation de la population au tourisme ;
- c) l'association sera en outre chargée de rechercher, d'étudier, de présenter aux autorités compétentes des réalisations propres à favoriser le développement touristique de l'île, de suivre et de contrôler la mise en oeuvre des propositions retenues.

Son domaine de réflexion et d'action pourra ainsi porter sur les problèmes relatifs à la signalisation et à la gestion des sites touristiques, à l'animation touristique, aux problèmes de transports, d'emploi et de formation professionnelle dans le secteur touristique.

**COMPOSITION DU BUREAU :**

Présidente	: EBB Mareva
Vice-présidents	: TEFAATAU Verdon MANUTAHU Gilbert
Secrétaire	: EBB Roberta
Secrétaire adjointe	: DELORT Esther
Trésorière	: TETUANUI Francette
Trésorière adjointe	: HITIMAU Meari
Assesseurs	: ROI Xavier TEHUITUA Paimore dit Papi

**ASSOCIATION SPORTIVE ET FOLKLORIQUE TAILOO***(Révisé n° 95-970 MFR/AA du 24 avril 1995)***Extraits de statuts**

L'association dite TAILOO, fondée le 12 octobre 1994, est régie par la loi du 1er juillet 1901 et les textes subséquents.

Elle a pour objet de former à la responsabilité, au civisme, à l'autonomie par la pratique d'activités physiques, sportives et de pleine nature, d'activités folkloriques, dans le cadre d'un fonctionnement démocratique.

Elle participe aux rencontres, épreuves et manifestations organisées par la commune, le territoire et autres (Heiva...).

Elle s'interdit toutes discussions et manifestations étrangères aux buts de l'association.

Elle a son siège social à Tiarei, P.K. 26,150, côté montagne, B.P. 11657 Mahina.

Sa durée est illimitée.

**COMPOSITION DU BUREAU :**

Président	: APA Francis
Vice-président	: TOATITI Terai
Secrétaire	: YE ON Claurine
Secrétaire adjointe	: PATU Jacqueline
Trésorier	: TAHU Iopa
Trésorière adjointe	: TANÉPAU Victorine

**ASSOCIATION DES PECHEURS PUTU AI'A***(Révisé n° 95-834 MFR/AA du 18 avril 1995)***Extraits de statuts**

Il est constitué le 27 mars 1995, entre tous ceux qui adhèrent aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901.

L'association prend le nom de : "ASSOCIATION DES PECHEURS PUTU AI'A".

Son siège social est fixé à PAEA, Orofero, P.K. 22 (quartier Mai Tetua), terrain de la mairie.

Sa durée est illimitée.

L'association a pour but l'organisation, la représentation et la défense des intérêts des artisans de la commune de PAEA :

- en luttant contre la concurrence des produits d'importation ;
- en encourageant la production et la vente d'objets d'artisanat local ;
- en aidant les autorités responsables à prendre des mesures de protection et de sauvegarde de l'artisanat local ;
- en adaptant les productions aux exigences du marché ;
- en facilitant l'achat et l'utilisation en commun de matériels et produits nécessaires à l'exercice de la profession ;
- en aidant à la poursuite des progrès moral et professionnel de ses membres ;
- en venant en aide aux membres.

**COMPOSITION DU BUREAU :**

Président d'honneur	: TEFAATAU Viriamu dit Terii
Président	: TAU Auguste dit Tihamoo
Vice-président	: TEHUITUA Jérémie
Secrétaire	: GOODING Sandy
Secrétaire adjoint	: MAONI Tom
Trésorier	: MAONI Charles
Trésorier adjoint	: TERAAMANO Tema
Assesseurs	: PARAU Jojo ROOPINIA Steeve TERITEHAU Teuira LAU Isidore

**ASSOCIATION TE HAU NUI NO PAEA***(Révisé n° 926-95 MFR/AA du 19 avril 1995)***Extraits de statuts**

L'association dite "TE HAU NUI NO PAEA", fondée le 11 avril 1995, est régie par la loi du 1er juillet 1901 et les textes subséquents.

Elle a pour objet de recueillir et gérer les fonds nécessaires au financement de la campagne électorale de la liste présidée par M. Timi Frogier en vue du renouvellement du conseil municipal de Paëa en juin 1995.

Elle a son siège social à la permanence ouverte à "Aoua", quartier se situant sur le territoire de la commune de Paëa. Ce siège social peut être transféré sur simple décision du conseil d'administration.

Sa durée est illimitée.

**COMPOSITION DU BUREAU :**

Président	: PITO Clément
Vice-président	: BOYER Charles
Secrétaire	: TETUIRA Aurélie
Secrétaire adjoint	: TEIRI Foronnos
Trésorier	: MONTARON Moana
Trésorier adjoint	: TOOFA Frédéric
Relations avec la presse	: SANFORD Georges

**LOTO NATIONAL N° 16**

Premier tirage du mercredi 19 avril 1995 :

**3 7 20 23 30 47**

Numéro complémentaire : 31

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 20 F CFP)
6 bons numéros.....	4	13.588.000
5 bons numéros et numéro complémentaire....	20	1.410.181
5 bons numéros.....	1.114	89.272
4 bons numéros.....	55.699	1.854
3 bons numéros.....	952.122	145

Deuxième tirage du mercredi 19 avril 1995 :

**1 8 24 37 42 48**

Numéro complémentaire : 14

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 20 F CFP)
6 bons numéros.....	4	30.308.090
5 bons numéros et numéro complémentaire....	16	1.618.818
5 bons numéros.....	981	94.818
4 bons numéros.....	44.774	2.127
3 bons numéros.....	789.317	163

Premier tirage du samedi 22 avril 1995 :

**7 10 12 35 37 41**

Numéro complémentaire : 3

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros.....	1	205.410.000
5 bons numéros et numéro complémentaire....	34	586.272
5 bons numéros.....	603	113.454
4 bons numéros.....	34.449	2.527
3 bons numéros.....	652.606	254

Deuxième tirage du samedi 22 avril 1995 :

**3 13 23 37 44 47**

Numéro complémentaire : 8

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros.....	1	820.890.000
5 bons numéros et numéro complémentaire....	15	1.281.363
5 bons numéros.....	534	123.636
4 bons numéros.....	28.981	2.909
3 bons numéros.....	573.552	290

**TAMARII TAHITI BEACHCOMBER PARKROYAL**

(Récépissé n° 923-95 MFR/AA du 19 avril 1995)

## Extraits de statuts

Pour compter du 29 mars 1995, il a été créé un club de piroguiers appelé : "TAMARII TAHITI BEACHCOMBER PARKROYAL".

Le club a pour but de rapprocher tous les employés de l'hôtel Tahiti Beachcomber Parkroyal, commune de Faa'a, et d'organiser la pratique de ce sport au sein même de l'entreprise.

Sa durée est illimitée. Elle a son siège à Faa'a, hôtel Tahiti Beachcomber Parkroyal, B.P. 6014.

Le club s'interdit toute discussion et manifestation présentant un caractère politique et religieux.

**COMPOSITION DU BUREAU :**

Président	: TEARAIMOANA Bob
Vice-présidente	: AH SIN Elisabeth
Secrétaire	: PANAI Denise
Secrétaire adjoint	: PARAU Roland
Trésorière	: HUCK Louisa
Trésorier adjoint	: PIRITUA Gilbert
Entraîneur sport	: TAAE Franky
Entraîneur adjoint	: TAVI Iotefa
Assesseurs	: TAPEA Tu TUAIRATAMAITI Taki TAMARINO Gardner TEAMOTUAITAU Raymond

**ASSOCIATION ARTISANALE RIMA HERE HERE**

(Récépissé n° 95-836 MFR/AA du 18 avril 1995)

## Extraits de statuts

Il est constitué le 1er mars 1995, entre tous ceux qui adhèrent aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901.

L'association prend le nom de : "ASSOCIATION ARTISANALE RIMA HERE HERE".

Son siège social est fixé à PAEA, Orofero, P.K. 22 (quartier Mai Tetua), terrain de la mairie.

Sa durée est illimitée.

L'association a pour but l'organisation, la représentation et la défense des intérêts des artisans de la commune de PAEA :

- en luttant contre la concurrence des produits d'importation ;
- en encourageant la production et la vente d'objets d'artisanat local ;
- en aidant les autorités responsables à prendre des mesures de protection et de sauvegarde de l'artisanat local ;
- en adaptant les productions aux exigences du marché ;
- en facilitant l'achat et l'utilisation en commun de matériels et produits nécessaires à l'exercice de la profession ;
- en aidant à la poursuite des progrès moral et professionnel de ses membres ;
- en venant en aide aux membres.

**COMPOSITION DU BUREAU :**

Présidente d'honneur	: TURINA Suzanne
Présidente	: TEAHUA Madeleine
Vice-présidente	: HARRYS Viviane
Secrétaire	: UEVA Marie
Secrétaire adjointe	: TEUAPIKO Simone
Trésorière	: FULLER Chantal
Trésorière adjointe	: HARRYS Jeanne
Assesseurs	: UEVA Bernadette POHUE Catherine HAANA Célestine
Membre	: BUTCHER Adrienne

**ASSOCIATION FAMILIALE TE HUA AI A AITE A POROIAE -  
TAHATEATA A TINIRAU***(Récépissé n° 95-950 MFR/AA du 21 avril 1995)***Extraits de statuts**

Il est fondé, le 19 février 1995, une association familiale entre tous les descendants et héritiers de "AITE A POROIAE - TAHATEATA A TINIRAU". Cette association est régie par la loi du 1er juillet 1901.

L'association familiale TE HUA AI A AITE A POROIAE - TAHATEATA A TINIRAU a pour but :

- de regrouper les descendants et héritiers, de resserrer les liens familiaux et ancestraux entre eux ;
- de défendre les biens meubles et immeubles, et le patrimoine de tous les membres de l'association par la saisie des juridictions judiciaires compétentes ;
- de recueillir, tous les actes, documents, par des recherches dans les services administratifs, tribunal, greffe, état civil, cadastre, archives ;
- d'établir l'identité familiale et juridique de tous par l'établissement d'une généalogie ;
- d'organiser des rencontres entre tous afin de mieux se connaître ;
- en définitive, de réaliser toute action utile à l'association et à tous ses membres.

Le siège social est fixé provisoirement à Faaa, lotissement Puurai n° 494, B.P. 8494. Il pourra être transféré en tout autre lieu par simple décision du conseil d'administration, et devra être entériné à la plus prochaine assemblée générale.

Sa durée est illimitée.

**COMPOSITION DU BUREAU :**

Président	: TAEATUA Tavi
1er vice-président	: TETO OFA Frédéric
2e vice-président	: TOPA Raphaël
Secrétaire	: HOURS TAL Jean-Paul
Secrétaire adjoint	: REGURON Karl
Trésorier	: TOPA Emilio
Trésorières adjointes	: TAVI Edna MAOPI Tamara

**ASSOCIATION DES AGRICULTEURS PAPEAREU***(Récépissé n° 95-835 MFR/AA du 18 avril 1995)***Extraits de statuts**

Il est constitué le 1er mars 1995, entre tous ceux qui adhèrent aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901.

L'association prend le nom de : "ASSOCIATION DES AGRICULTEURS PAPEAREU".

Son siège social est fixé à PAEA, Orofero, P.K. 22 (quartier Mai Tetua), terrain de la mairie.

Sa durée est illimitée.

L'association a pour but l'organisation, la représentation et la défense des intérêts des artisans de la commune de PAEA :

- en luttant contre la concurrence des produits d'importation ;
- en encourageant la production et la vente d'objets d'artisanat local ;
- en aidant les autorités responsables à prendre des mesures de protection et de sauvegarde de l'artisanat local ;
- en adaptant les productions aux exigences du marché ;
- en facilitant l'achat et l'utilisation en commun de matériels et produits nécessaires à l'exercice de la profession ;
- en aidant à la poursuite des progrès moral et professionnel de ses membres ;
- en venant en aide aux membres.

**COMPOSITION DU BUREAU :**

Président d'honneur	: TEMEHAMEHA Mare (Père)
Président	: TAU Auguste dit Virau
Vice-président	: UEVA Angélo
Secrétaire	: TEMEHAMEHA Irma
Secrétaire adjoint	: UEVA Michel
Trésorier	: TAU Robert
Trésorier adjoint	: TAUMIHAU Eric
Assesseurs	: TAU Noera TAU François TERUPE Pani MARAKAI Teupooroa dit Nai

**EN VENTE A L'IMPRIMERIE OFFICIELLE**  
(liste non limitative)

**AFFICHE "Accident du travail"**

Prix : 150 francs

**AFFICHE "Défense de consommer"**

Prix : 150 francs

**AFFICHE "Loi sur l'ivresse"**

Prix : 230 francs

**BUDGET DU TERRITOIRE — Année 1994**

Prix : 1.830 francs

**COLLECTIONS RELIEES****JOURNAL OFFICIEL de la Polynésie française**

Années : 1990 - 1991 - 1992

(Quantité illimitée)

Prix : 21.860 francs les 2 tomes

**CARTE DES COMMUNES**

Prix : 680 francs

**CODE DE LA MER en tahitien**

Prix : 760 francs

**CODE DE LA ROUTE**

Prix : 1.800 francs

**CODE DE PROCEDURE CIVILE****DE LA POLYNESIE FRANÇAISE**

Prix : 1.490 francs

**CODE DU TRAVAIL**

(J.O.P.F. n° 3 NS du 22 février 1991)

en 3 cahiers

Prix : 720 francs

Prix broché : 1.220 francs

**CODE DE L'AMENAGEMENT**

Edition 1994

Prix : 2.850 francs

**CODE DES MARCHES PUBLICS**

Prix : 985 francs

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES GENERALES**

Prix : 985 francs

**CONVENTION COLLECTIVE****DES AGENTS NON FONCTIONNAIRES****DE L'ADMINISTRATION DE LA POLYNESIE FRANÇAISE**

Réédition 1989

Prix : 770 francs

**PROCES-VERBAL TYPE DES ELECTIONS****DES DELEGUES DU PERSONNEL**

Prix : 120 francs

**PROCES-VERBAL TYPE DES ELECTIONS****DES MEMBRES DU COMITE D'ENTREPRISE**

Prix : 120 francs

**REGLEMENTATION DES LOYERS****DES LOCAUX A USAGE D'HABITATION**

Prix : 690 francs

**BUDGET DU TERRITOIRE — Année 1993**

Prix : 1.950 francs

**CODE DE PROCEDURE CIVILE****DE LA POLYNESIE FRANÇAISE**

Prix : 1.490 francs

**TARIF DES DOUANES — Edition Juillet 1991**

Prix : 5.750 francs

**TEXTES RELATIFS A L'INTEGRATION  
DANS LA FONCTION PUBLIQUE METROPOLITAINE**(Corps de l'Etat pour l'administration  
de la Polynésie française)

Prix : 380 francs

**TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PAPEETE****Recueil de jugements**

(1er janvier 1991 — 31 décembre 1991)

Prix : 1.270 francs

**TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PAPEETE****Recueil de jugements**

(1er janvier 1992 — 31 décembre 1992)

Prix : 1.380 francs

**TABLES ANALYTIQUE ET CHRONOLOGIQUE**

Année 1993

Prix : 1.290 francs

## VIENT DE PARAÎTRE

- Code des impôts directs (mise à jour au 1er janvier 1995) ..... 3.500 FCP

### Sont également disponibles :

- Code de l'Aménagement (édition 1994) .....	2.850 FCP
- Code de procédure civile de la Polynésie française (édition 93) .....	1.490 FCP
- Code du travail (J.O.P.F. n° 3 N.S. du 22 février 1991 en 3 cahiers) .....	720 FCP
Code du travail (broché) .....	1.220 FCP
- Liste des pièces justificatives des dépenses du territoire et de ses établissements publics (J.O.P.F. n° 2 N.S. du 16 juin 1994) .....	180 FCP
- Nomenclature douanière (sans classeur) .....	5.750 FCP
Modificatifs depuis l'édition 1991 également disponibles (la feuille) .....	50 FCP
- Recueil du Tribunal administratif (année 1992) .....	1.380 FCP
- Recueil du Tribunal administratif (année 1993) .....	1.380 FCP
- Répertoire chronologique des actes promulgués de 1842 à 1993 .....	2.860 FCP
- Répertoire chronologique des textes publiés à titre d'information de 1882 à 1993 .....	910 FCP
- Table analytique et chronologique (année 1992) .....	1.200 FCP
- Table analytique et chronologique (année 1993) .....	1.290 FCP

### Consulter l'Imprimerie Officielle pour les autres ouvrages

43, rue des Poilus-Tahitiens — B.P. 117, Papeete — Tél. : 42.50.67 - Fax : 42.52.61

Lundi à Jeudi : 7 h à 15 h et Vendredi : 7 h à 14 h

## TARIFS

des Abonnements, Insertions (annonces et avis) de l'Imprimerie Officielle  
(en francs Pacifique)

### I - ABONNEMENTS

	Polynésie française	Voie aérienne					
		Nouvelle Calédonie	France	Hawaii	U.S.A.	Nouvelle Zélande	Europe
Numéro .....	180*	249	312	302	329	320	401
Abonnement de 6 mois .....	3.680	5.650	7.505	7.170	8.100	7.860	9.995
Abonnement d'un an .....	6.680	10.270	13.545	13.025	14.730	13.960	18.170

\* Frais d'expédition non inclus pour les îles.

### II - INSERTIONS (Annonces et Avis)

Annonces judiciaires, commerciales, diverses :

- la ligne .....	240 FCP
- les mêmes renouvelées .....	100 FCP

Publications des associations sportives, syndicales, coopératives, etc. :

- la ligne .....	170 FCP
------------------	---------